DIRECTEUR

Maurice BARDÈCHE

Dans ce numéro :

Maurice BARDÈCHE

Des élections à quitte ou double

•

Pierre FONTAINE

Chronique de l'Afrique du Nord

•

Georges OLLIVIER

L'anticolonialisme américain

•

Pierre HOFSTETTER

L'Angleterre et le bolchevisme

N° 22

Mars 1955

Des élections à quitte ou double

Dix ans après l'installation sanglante de la quatrième République, l'inexpérience et la stérilité du régime sont maintenant éclatantes. Si les rangs de ce qu'on a appelé la « résistance » ont été souvent peuplés de fripouilles, d'arrivistes ou d'hommes qui voulaient surtout retrouver les prébendes d'autrefois, il y a eu toutefois auprès d'eux des hommes sincères qui attendaient du nouveau régime de l'honnêteté, de l'efficacité et même une sorte de grandeur. Leur amertume égale sans doute aujourd'hui notre dégoût.

Le principe de ces rêves était assurément dans une analyse erronée de la situation politique. La défaite de l'Allemagne ne pouvait amener que l'hégémonie de la Russie soviétique et celle du grand capitalisme international. La France ne pouvait plus jouer le rôle de grande puissance à part entière qu'elle avait eu en 1918. Il lui restait cependant un avenir. Elle pouvait fédérer autour d'elle les nations d'Europe qui sortaient de cette guerre désarçonnées, vaincues et menacées. Il y avait pour la France de 1944 une tâche belle et grande, une tâche difficile mais dans laquelle elle pouvait retrouver son autorité et son rang.

On sait que les hommes que l'avance des armées alliées installèrent au pouvoir préférèrent la haine et les profits. Ils sollicitèrent pour se maintenir en place l'appui des communistes et leur offrirent une codirection du pays. Ils mirent hors la loi une partie de la nation ; ils falsifièrent l'Histoire et apprirent aux Français à se dénoncer et à se détester. Au

LIRE NOTRE SOMMAIRE COMPLET EN PAGE 3 DE LA COUVERTURE

lieu d'avoir une politique, ils instituèrent un règlement de comptes. Sur l'avenir de la France, ils ne posèrent jamais qu'une seule question : Comment rester les maîtres de ce pays à la tête duquel nous avons été placés par hasard ?

Cette préoccupation unique explique tout ce qui s'est passé dans notre pays depuis dix ans. Le régime n'eut jamais aucune autre idée politique que celle de son auto-défense. Il joua la comédie du socialisme pour se maintenir sous la poussée des revendications ouvrières, mais en même temps, il laissait se développer le marché noir et la corruption, et il annulait systématiquement par l'inflation tout ce qui était accordé aux travailleurs. Sous les grimaces de ce faux socialisme, on reconnaissait rapidement les meneurs de jeu, la spéculation, les monopoles, les grandes banques juives, les affairistes internationaux. Jamais l'inégalité sociale, jamais la disparité entre le travail et la spéculation ne fut plus profonde et plus révoltante. Jamais le peuple ne fut plus odieusement bafoué. Jamais la nation ne fut plus totalement et plus sordidement pillée par une poignée de profiteurs. Le pays tout entier, hébété comme un boxeur épuisé, voyait comme à travers un nuage les visages de ses nouveaux maîtres, et des cornes de brume mugissaient d'heure en heure dans cette obscurité les noms étranges de Gouin, de Blum, de Joanovici. La France naviguait dans une nuit sinistre, mais ses capitaines n'avaient pas perdu la boussole. Ils continuaient paisiblement leur fructueuse besogne en faussant la représentation de l'opinion par une gigantesque opération de falsification électorale dont l'objectif était de maintenir le pouvoir entre leur mains. La nation fut tout d'abord solidement maintenue dans un état d'abrutissement par une presse ignoble, confiée à quelques gangs soigneusement choisis. L'opinion ainsi « éclairée », on s'arrangea pour présenter aux élections une espèce de carte forcée qui avait pour effet de lui faire ratifier les choix préalablement faits par les comités du régime. Nous nous moquons beaucoup de cette liste unique pour laquelle votent si spontanément les électeurs des pays soviétiques : le système électoral inventé par le régime ne nous laisse pas beaucoup plus de choix. Comme le régime soviétique, mais avec moins de perfection, il ne fonctionne que pour détourner et

dénaturer la volonté de la nation. La scène politique ne fut plus qu'un décor d'où le pays était absent. Les intérêts privés prirent conscience de cette situation. Ne trouvant plus qu'une ombre de gouvernement, ils mirent sur pied leurs instruments d'intervention, comme les comtes d'autrefois levaient des troupes quand il n'y avait plus de troupes du roi. Des spécialistes se chargèrent de la représentation des intérêts patronaux dans les secteurs qui leur paraissaient essentiels. D'autres spécialistes s'arrogèrent l'exclusivité de la représentation de la classe ouvrière. Les uns et les autres transformèrent ces représentations en prébendes. A côté des parlementaires impuissants, il y eut donc une représentation non officielle des principaux intérêts économiques ou professionnels, mais dans les deux cas les mandataires n'ont pensé qu'à conserver leur charge, et sont devenus également indifférents aux intérêts du pays.

Après dix ans de ce système, les grands intérêts privés et avant tout les grands intérêts juifs, sont les maîtres de notre politique. Les partis conviennent entre eux du choix du président du Conseil, mais les partis n'existent que si les financiers remplissent leurs caisses. Entre l'oligarchie de l'argent et les élus parlementaires, il y a un échange continuel de consignes, de conventions, de consultations, de services. Il n'est pas de carrière politique qui puisse se faire sans l'accord de cette oligarchie de l'exploitation dont les partis et finalement le régime ne sont que les instruments. Le régime actuel est le contraire d'une démocratie. Le peuple n'est ni consulté, ni entendu ; sa volonté est systématiquement ignorée. Quelques familles de Levantins dirigent tout dans la coulisse, ils forment comme à Carthage une sorte de conseil des riches et ils ont donné à notre pays un visage que nous ne reconnaissons pas.

L'immobilisme politique n'est qu'une conséquence de cette mainmise des intérêts privés sur l'Etat. Toute l'activité des partis consiste à se surveiller et à se paralyser mutuellement pour éviter que l'un d'entre eux prenne une avance ou une initiative fructueuses. Mais, en outre, toute l'activité des spécialistes qui représentent les intérêts privés consiste également à surveiller tel ou tel secteur économique et à paralyser à leur tour les divers gouvernements dès

qu'il est question d'une mesure faisant novation aux avantages acquis. Cette paralysie est devenue l'essence même du régime, car elle représente fidèlement la lutte et la suspicion implacables des égoïsmes privés. Il n'y a donc pas et *il ne peut pas y avoir* de politique française, quels que soient l'homme ou l'équipe au pouvoir, car ce mécanisme de neutralisation réciproque ne peut aboutir qu'à l'immobilité.

La raison essentielle de la paralysie française est donc, en fait, la superposition de deux conservatismes : d'une part, un conservatisme politique qui veut coûte que coûte maintenir au pouvoir les hommes qui s'y sont installés lors du coup de force de 1944, d'autre part un conservatisme économique décidé à maintenir la toute puissance dans l'Etat d'une caste ploutocratique dirigeante. Dans les deux cas, il s'agit de deux « appareils », mais, au fond, d'une seule clientèle. Ces deux appareils ont pour effet de maintenir la main-mise d'une oligarchie sur notre pays et de perpétuer les conditions d'une véritable « occupation » invisible de notre pays par des intérêts et des hommes qui n'ont rien à voir avec lui. Ces groupes dirigeants sont indifférents, cela est bien évident, à la puissance et à l'avenir de la France : ce qui les intéresse c'est la solidité et l'avenir de leur propre position en France. Et ils sont tout aussi indifférents à ce que peut devenir l'Europe qui ne les intéresse que comme glacis de leur aire de défense mondiale et comme réserve de chair à canon. Nous débarrasser de ces deux conservatismes qui ont pour objectif notre exploitation et notre sujétion, tel est le but de toute politique française cohérente, et en même temps l'un des buts de toute politique européenne consciente d'elle-même.

Dès maintenant, c'est en fonction de ces données que se pose le problème politique des élections de 1956. Bien entendu, ce n'est pas cette présentation qui sera adoptée par la propagande des deux camps en présence ; mais, en fait, ce sera là l'enjeu de la bataille électorale.

Le grand projet du camp juif, c'est de mobiliser, sous une étiquette aussi neuve que possible, toutes les forces qui peuvent servir à la *continuation* du régime et au maintien de leurs privilèges. Leur instrument n'a pas varié : leur

rêve est toujours de reconstituer à leur profit ce Front Populaire qui a déjà servi brillamment à leur avènement. Cette conjuration de Front Populaire qui se précise depuis quelques semaines, nous la voyions se constituer sourdement depuis 1953 et nous avons été parmi les premiers à la signaler. Mais le vocabulaire et les thèmes de la propagande ont été renouvelés depuis le ministère Mendès. Utilisant la même méthode que l'ancien Front Populaire qui promit si généreusement « le pain, la paix, la liberté » et dont le résultat fut la vie chère, la guerre et les prisons, le nouveau brain-trust juif veut maquiller son conservatisme fondamental en progrès, en mouvement, en innovation. Ils misent et *ils ne peuvent miser* que sur le maintien intégral de ce qui existe : la IV[e] République, les hommes nouveaux issus du coup de force, la presse dévolue, l'influence des milieux d'affaires, la mise en tutelle de la classe ouvrière par les syndicats, l'appui discret des communistes. Comment en serait-il autrement ? Pourquoi voulez-vous que M. Boris, M. Mendès, la famille Servan-Schreiber, et MM. Jules Moch et Vincent Auriol pensent sérieusement à renverser ce qui les a si bien servis jusqu'ici ? Il faudrait qu'ils soient complètement fous et ils ne le sont pas. Ils veulent conserver, ils doivent conserver, c'est bien naturel, ils sont donc essentiellement, ils sont fondamentalement des conservateurs. Bien loin de le changer, ils empailleraient volontiers ce précieux régime. Le seul problème pour eux, c'est que ce conservatisme fondamental ne soit pas apparent et qu'ils puissent trouver un certain nombre de slogans et un certain nombre d'illusions destinées à tromper une fois de plus la classe ouvrière, leur victime préférée.

Leur grand projet est donc de former une vaste coalition « travailliste », sous la direction de Mendès, qui représenterait le mouvement, le progrès, l'efficience, et qui s'adresserait à tous les « Français de bonne volonté » qui « veulent changer quelque chose » contre l'immobilisme, la réaction, l'impuissance symbolisée par tout ce qui n'accepte pas la direction de Mendès. Ce « néo-rooseveltisme » déferlant comme une vague de fond sur le pays amènerait au pouvoir une majorité capable de changer la constitution au moins sur un point ; on s'arrangerait pour rendre impos-

sible une crise ministérielle et par cette simple modification nous serions enfermés pour une législation au moins dans la cage vernissée d'une dictature juive légale qui nous donnerait enfin un destin sur mesure.

Je ne sais pas quelles sont les chances tactiques de cette combinaison. Elles sont peut-être moins brillantes qu'il ne semble au premier examen. Sa réussite suppose une adhésion complète du parti socialiste, c'est-à-dire que le parti socialiste s'accommode de voir l'avenir de la politique française s'orienter vers un bi-partisme qui comporterait finalement l'absorption du parti socialiste dans un bloc plus vaste dont la direction lui échapperait ; elle suppose que, dans ces conditions, la fraction militante du parti socialiste accepte de passer pratiquement sous le contrôle de la minorité juive qui intrigue depuis longtemps pour faire du parti socialiste son instrument ; elle suppose que soient définitivement réglées certaines questions de personne et de préséance, que M. Vincent Auriol, par exemple, accepte d'abdiquer le leadership d'une opération de regroupement travailliste entre les mains de Mendès, que M. Guy Mollet se retire devant l'autorité de M. Jules Moch ; elle suppose enfin que le parti socialiste admette ouvertement une action crypto-communiste qui équivaudrait à une alliance non déclarée avec les communistes. Ce sont là beaucoup d'obstacles que semblent avoir minimisés les brillantes cervelles de l'*Express*. Il est plus facile de parler d'un bloc travailliste que de réaliser les difficiles conventions préalables qui lui donneront naissance. Mais, il est vrai aussi que les ambitions électorales arrangent bien des choses et qu'on peut tout au moins mettre sur pied pour quelques mois un front fictif destiné à tromper les badauds et dont tout l'objectif sera de basculer vers la gauche quelques centaines de milliers de voix.

Ces perspectives soulignent, en tout cas, l'importance des élections de 1956. Elles peuvent être le tournant capital de la IVe République. Tout le monde est d'accord pour penser que le régime ne peut plus fonctionner ainsi. Et, naturellement, certains, pressentant à cette occasion la possibilité d'un coup d'Etat légal, veulent utiliser cette circonstance à leur profit. Nous ne sommes pas contre le coup

d'Etat, mais nous sommes contre celui-là. Car, il n'est rien d'autre que le coup d'Etat des forces qui ont depuis dix ans conduit notre marche vers la décadence. Il est le coup d'Etat qui consacrera définitivement la dépossession du peuple français, c'est-à-dire de la race française entre les mains d'une poignée de profiteurs. Il est le coup d'Etat qui fera de nous un peuple prisonnier condamné à assister impuissant à la liquidation de son Empire, au tripotage de toute son économie, à sa ruine et à sa décadence définitives.

Les hommes du régime sentent le dégoût et la colère du pays. La montée rapide du Mouvement Poujade leur a ouvert les yeux. Mais, nous le savons, pour sauver leurs places et leurs privilèges, les hommes les plus divers participeront à cette coalition. La nature des choses, ce serait que les hommes sans privilèges, ceux qui travaillent et qu'on pressure, fassent à leur tour un belle et bonne alliance pour mettre à la porte les profiteurs du système. Nous sommes les sans-culottes de la nouvelle révolution. Ce que Poujade dit à ses commerçants, les candidats de l'opposition devraient le dire à tout le pays. Aux acrobates du nouveau Front Populaire qui veulent nous faire prendre la conservation de leurs places pour le « mouvement » et le maintien de leur pourriture pour une idée neuve, nous devons répondre en montrant la porte à tous ceux qui sont responsables de nos dix ans de mascarade, à tous ceux qui ont trempé dans l'escroquerie de 1945 ou dans la bouffonnerie honteuse de la IVe République.

Nous avons un signe qui nous permet de les reconnaître malgré leurs grimaces et leurs déguisements. Tous, quelle qu'ait été l'énergie de leurs déclarations, ont toujours refusé de souscrire à la première et à la plus efficace de toutes les mesures de salut public, la dissolution du parti communiste. Complices des communistes dans leur sale opération de 1945, ils savent qu'ils ont besoin des communistes, aussi bien pour se maintenir si la colère du pays venait à éclater que pour appuyer leur réélection. Quelle que soit la présentation qu'ils donnent à leur marchandise, ils sont en réalité les auxiliaires secrets du communisme, dont l'appui et le silence leur sont nécessaires pour consacrer leurs privilèges et, qui, un jour, exigeront le prix de cette protection.

Tel est le sens des élections qu'on nous prépare. Les privilèges d'un côté, le peuple de l'autre. Ceux qui empochent d'un côté, ceux qui paient de l'autre. Ceux qui commandent d'un côté, ceux qui travaillent de l'autre. L'enjeu est quitte ou double. Les privilègiés veulent continuer de l'être, c'est bien naturel. Ils ne peuvent continuer qu'en s'appuyant sur le mécontentement lui-même. Tout le problème pour eux consiste à faire croire qu'ils vont inventer quelque chose, alors que leur intérêt n'est que de s'incruster définitivement. Tout le problème pour nous est de les démasquer et de dénoncer leur projet réel, celui d'une dictature des privilégiés et des profiteurs appuyée sur le parti communiste. Notre but est que le pays réel joue enfin un rôle dans le gouvernement du pays.

Maurice BARDÈCHE.

Chronique de l'Afrique du Nord

Plus la situation s'aggrave en Afrique du Nord, plus il devient clair que la politique de nos « alliés » anglais n'est pas étrangère à toute cette affaire, de même qu'elle fut, avant la guerre à l'origine des graves difficultés que nous avons rencontrées au Moyen Orient et qui se sont terminées par la perte de nos territoires sous mandat. Ces intrigues et ces manœuvres, connues de tous les initiés, ont été d'autant plus soigneusement cachées au public que Mendès-France, pendant son éphémère passage au pouvoir, a été avant tout « l'homme de Londres ». Plus grave qu'on ne le dit, mais moins définitivement compromise qu'on ne le croit, notre situation en Afrique du Nord pourrait être redressée si nous savions tout au moins reconnaître l'ennemi : l'Angleterre. Cette juste apréciation des faits nous permettrait peut-être de montrer à l'égard des Arabes plus de sang-froid et de frapper non des populations qu'une propagande étrangère affolle et arme contre nous, mais ceux qui sont à l'origine de cette propagande, ceux qui fournissent les armes, l'argent, les instructions, les émissaires, les ordres.

L'observateur impartial qui, en face des faits se donne la peine de rechercher les causes, ne tarde pas à devenir perplexe. Il écoute les discours officiels optimistes, il bavarde avec beaucoup de monde, prolétaire et possédant, indigène et Blanc, il regarde autour de lui. Il bénéficie de renseignements qui ne seront rendus publics que bien plus tard par les historiens, de renseignements de première main donnés par des hommes réalistes occupés à une fonction dont le rôle consiste à exécuter des ordres de théoriciens

et non à mettre en valeur une expérience personnelle du pays. D'où une besogne accomplie sans zèle et sans foi, souvent avec écœurement. Mais l'avancement est fonction de la servilité. Alors, celui qui vient de parcourir une partie au Moghreb se prend la tête à deux mains. L'enjeu national est trop important pour être traité à travers un cocktail inharmonique. Ne ne trompe-t-il pas ? La différence de latitude ne déforme-t-elle pas le jugement ?

Voici une pile de journaux nord-africains. Tirons-en un au hasard. C'est un quotidien d'informations, neutre en général, bien pourvu de publicité, sans opinion personnelle nettement définie. Près de trois mois après l'insurrection aurésio-kabyle, il envoya un journaliste du crû dans l'Est où l'agitation reprend malgré les « soumissions de fellagha ». Qu'écrit ce confrère algérien ? « *...En prenant, pour la quatrième fois depuis le début des troubles, la route de Batna, je ne pensais pas découvrir dans l'Aurès autant d'inquiétude. Ce n'est plus l'angoisse des premiers jours. Ce n'est plus la colère qui dressa les populations au lendemain de la Toussaint. Le découragement gagne aujourd'hui le pays.* « Nous continuons à enterrer nos morts », *m'a dit hier un colon...* »

Ces quelques lignes de M. Robert G. Soulé me suffisent. Non, je ne me trompais pas. Les consignes de silence, la réduction au rôle d'un fait divers de la mort de soldats qui tombent sans savoir d'où viennent les balles, ces hordes de rebelles jaillissant on ne sait d'où alors que la contrée fut ratissée quelques heures plus tôt... Le découragement, c'est cela, Robert Soulé a raison. On part comme pour une chasse au lapin et l'on revient avec des hommes étendus sur une civière. Un gars qui fit la guerre d'Indochine dit en secouant sa figure basanée et émaciée : « Ça prend la tournure de là-bas ! »

Chaque jour, la police rafle quelques douzaines de lampistes qu'il faudra bien relâcher à plus ou moins brève échéance. J'ai idée que s'ils n'étaient foncièrement antifrançais, ils le seront devenus à leur libération. Le grand ratissage du Tafilalet de mi-janvier dernier indique que l'agitation travaille le Sud. C'est un fait nouveau grave dont personne ne mesure l'importance réelle. Non, je ne pense pas

que le temps travaille pour la France. La claque du gouvernement libyen au sujet du Fezzan, les histoires de contrebande d'armes, d'enrôlement de Kabyles travaillant en France pour les renvoyer dans les commandos de l'anti-France, tout cela démontre une organisation vaste pour laquelle des centaines de millions sont indispensables. Des centaines de millions venant des services secrets anglais, américains et soviétiques, des gouvernements égyptiens et de l'Arabie séoudite. Faute de précisions plus nettes, nous ne prenons pas à notre compte les rumeurs concernant l'Ethiopie.

Ces lignes sont écrites d'une région subsaharienne calme. Il y a trois mois, je prenais la température à Tanger, la ville-capitale-bancaire qui est en train de mourir de peur. Voici quelques semaines, je parcourais la région Orléansville-Ténès ravagée par les séismes où le mécontentement des sinistrés est à peu près unanime malgré les milliards reçus de tous les coins du monde.

L'ambiance est mauvaise ; elle s'empoisonne davantage depuis le plan de réformes algériennes proposé par M. Mitterand et jugé, par l'immense majorité des Blancs, inopportun. Aux troubles était-il décent d'ajouter l'opposition du gouvernement français (à l'abri à Paris) aux desiderata de la population blanche qui, elle, est à la merci des attentats individuels ? Quelque chose carbure mal quand la théorie veut brimer le réalisme.

Nous ne demandons ni prisons, ni sang, ni l'armature militaro-policière que l'on édifie présentement et en hâte pour coiffer les « libertés » accordées spectaculairement. Nous affirmons que le moyen existait de tout arranger sans ce branle-bas si l'absence de décisions ne sévissait pas depuis cinq ans en Afrique du Nord. Dans un ouvrage publié en 1953 (*Alger-Tunis-Rabat* ou *les dessous du drame nord-africain*) nous annonçâmes l'imminence de la future pagaye nord-africaine. Tout se déroula exactement comme nous l'avions prévu parce que tout est toujours prévisible pour ceux qui connaissent bien les musulmans et la métaphysique coranique. Il nous faut donc maintenant prendre date pour cette guerre d'Indochine qui débute en Afrique du Nord avec cette différence (momentanée) que le com-

mandement en chef n'est pas réalité. Les mouvements tunisiens, marocains et algériens se juxtaposent sans se fondre.

Là réside peut-être la dernière chance de la France si elle agit vite.

*
* *

Lorsque j'étais jeune journaliste touchant le Parlement, je connus — assez vaguement, comme on « connaît » beaucoup de parlementaires — M. Mendès-France. Son non-conformisme et son franc-parler firent naître en moi une certaine sympathie. Je le classai dans une espèce rare du Parlement, celle des « rigolos », c'est-à-dire des élus qui ne se prenaient pas (encore) pour Dieu le père. Un certain banquet vénusien me confirma dans cette opinion. Aussi écoutai-je avec attention les premiers discours radiodiffusés de l'homme, devenu Président du Conseil, perdu de vue depuis longtemps. Et je gâchai quinze francs, plus mon temps, pour lui écrire entr'autres choses (le 4 juillet 1954) : « ... vos collaborateurs ne pourront faire que des conneries en matière coloniale, car ils ne connaissent pas les colonies ou ils ne les connaissent seulement qu'à la manière de Potemkine... » Bien entendu pas de réponse. Mitterand n'ignorait pas mon bouquin que je lui avais envoyé, dédicacé, ne serait-ce qu'à titre de guide, j'ose le dire, éclairé et ayant vécu sur le tas.

Vingt-cinq ans de préoccupations permanentes pour un standing colonial, *sans lequel la France deviendra un pays secondaire et comptera un million de chômeurs de plus* (1), me valurent des correspondants, des camarades et des amis dans tous les milieux coloniaux et souvent dans des milieux bien mieux renseignés que les services officiels parce que non tenus en laisse par l'avancement à la réussite de la politique du moment. Parfois même, les tuyaux venaient de personnes écœurées des consignes qu'il leur fallait appliquer. Bref, nous étions d'accord sur l'Afrique du Nord. Une

(1) Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, en perdant Kouang Tchiau Wang, la Syrie, l'Indochine, les Indes, le Fezzan, la France, empire de 110 millions d'habitants avant guerre, *a perdu le tiers de sa population coloniale*. En 1938, on estimait à 1,5 million les Français métropolitains vivant des colonies.

demi-douzaine d'hommes sans attaches politiques *et surtout en dehors des trusts coloniaux* pouvait trouver la base d'un calme définitif. J'ose même dire que c'était relativement facile avec une énergie constante et un sens de la manœuvre que possèdent nos Affaires Indigènes. Sans un coup de fusil, sans une torture policière.

Mon séjour à Tanger m'ayant appris beaucoup de choses, assez graves pour l'avenir de l'Afrique du Nord, en « mordu » de ce standing national et me plaçant au-dessus des gadoues politiques, je repris ma plume et proposai nos services à M. Mendès-France, avec délai fixe pour aboutir. Un illisible signa une réponse de fin de non recevoir, à peine polie.

Pour s'avancer comme nous faisions, il était nécessaire d'avoir la foi et la certitude de la réussite. Il fallait savoir à quelles portes frapper en balayant les chiasses de mouches considérées comme des Himalaya. On n'engage pas la conversation avec des musulmans comme avec des compatriotes ; leur subtilité est plus grande que la nôtre ; leur cerveau ne tourne pas à la même cadence que le nôtre car leur civilisation est empreinte d'un atavisme contre lequel nous ne pouvons rien. On n'enterre pas des soldats français (avec d'hypocrites discours) tombés sous les balles des « fellagha » lesquels n'auraient pas pu tirer si des services officieux étrangers connus ne leur avaient donné d'armes ! Cette partie de l'action prévue visait l'opinion publique qui compte tant dans certains pays. Or, les Américains laissèrent « officiellement » tomber l'Istiglal, lorsque la majorité de la presse française se mit à parler de l'ingérence U.S. dans les affaires marocaines en 1953. Etc...

Nous prenons donc date, tout en spécifiant que je ne possède ni une action, ni un palmier, ni un gourbi, ni un mètre carré de terrain dans les colonies et que je ne suis mandaté par personne pour défendre des biens matériels. Parmi ceux qui s'occupent des « négociations » nord-africaines, beaucoup ne peuvent pas en dire autant.

*
* *

Nous prenons d'autant plus date que nous venons de

bien rigoler à propos de l'élection partielle de la 23e circonscription d'Algérie (Basse-Kabylie).

Les Français ayant peu de mémoire, il est bon de leur rappeler que, le 25 octobre 1954, une conférence de presse du Gouvernement Général d'Alger, optimiste au possible, permettait aux journaux algériens de titrer sur six colonnes : « Les infiltrations de fellagha ne sont pas à craindre en Algérie ! » *Six jours après,* c'était la Toussaint-Rouge, l'insurrection aurésio-kabyle !

L'Algérie dépend du ministère de l'Intérieur. Il se peut que M. Mitterand ait été mal renseigné par une superposition de services administratifs qui changent de tactique suivant les conceptions du chef momentanément en place. *Car la P.R.G. d'Alger affirme qu'elle était au courant de ce qui allait se passer.* Tout comme au temps de l'ineffable gouverneur Chataigneau dont la politique aboutit à la sanglante révolte kabyle de 1945 et à son impitoyable répression, on ne donna pas d'ordre. Et, une fois de plus en matière coloniale surtout, le Ministère de l'Intérieur se laissa « surprendre » par les événements. Pendant ce temps, les Français et leurs amis indigènes se font descendre.

Pour tenter de parer le coup ou tout au moins d'en atténuer les effets, avec une méconnaissance absolue des problèmes indigènes, M. Mitterand lança son plan de Réformes algériennes sans avoir consulté les parlementaires élus de l'Algérie.

Stupeur et indignation en Algérie ! Alors, il suffisait que l'on égorgeât du Français pour que les indigènes reçoivent une récompense ? La levée de boucliers devint presque générale.

En France, on se garda bien d'expliquer cette ire locale. On omit, en effet, d'expliquer aux Français un détail intéressant. Presque deux mois *après* l'insurrection kabyle on se décida à rechercher les complices. Ce manque de spontanéité est curieux... pour le moins. Si des râfles monstres eurent lieu, ce fut de la faute aux vantardises des agitateurs et pas pour autre chose. L'édition nord-africaine de *Samedi-Soir* publia un article de son correspondant de Tanger annonçant que les Nord-Africains préparaient « un Noël et un 6 Janvier à leur manière » ! Il n'en fallut pas

davantage pour transformer le malaise algérien (dû aux « hésitations » des opérations contre-terroristes) en psychose de panique. On ne pouvait plus ne pas agir d'autant qu'à Alger les boujadis parlaient de Saint-Barthélémy. J'étais sur place ! En 48 heures, la P.R.G. cueillit plusieurs centaines de « suspects » à Alger et un peu partout jusqu'en Oranie. Et Noël se déroula dans un calme parfait.

Parmi les M.T.L.D. arrêtés figuraient *quatre adjoints au Maire d'Alger,* ville-pilote nord-africaine, sept conseillers municipaux d'Alger, se servant des locaux de l'hôtel de ville pour leur propagande francophobe. Qui est maire d'Alger ? M. Jacques Chevallier, député et sous-ministre dans le gouvernement Mendès-France.

Ainsi la preuve était établie que la générosité et la compréhension françaises, en hissant les indigènes à la hauteur des élus français, se retournaient contre la France. Le mandat électoral — parcelle d'autorité — devenait un tremplin de choix pour obtenir l'indépendance et noyauter l'administration. En plus de ces édiles, beaucoup d'autres furent appréhendés sur l'ensemble du territoire, y compris un ancien délégué élu à l'Assemblée algérienne. On n'alla pas plus haut, on s'arrêta en chemin...

Les Algériens pensaient que cette leçon servirait tout au moins pendant la période troublée qu'ils traversaient ! Ils n'avaient rien compris !... Juste à ce moment, M. Mitterand lançait son Plan de Réformes Algériennes élargissant les libertés des indigènes de ne se retrouver qu'entre eux pour décider de l'administration du pays. On crut à un projet de fou et on le dit. Mais ceux qui fournissent la majeure partie des impôts ne sont pas ceux qui en profitent.

Dans l'entre-temps, une personnalité algérienne bien connue, membre élu de l'Assemblée Algérienne, M. Abbo, vint à mourir. Son siège, dans la 23e circonscription (de Basse-Kabylie, région agitée par les fellagha) devint libre et son remplacement s'annonçait une simple formalité. C'est ici que tout craqua.

Ils étaient trois amis, députés modérés de l'Algérie : MM. Blachette (milliardaire, première fortune du Parlement français, « roi de l'Alfa »), Jacques Chevallier (ex-P.R.L., multimillionnaire d'une famille de colons-négociants-arma-

teurs) et Marcel Paternot (richissime aussi). L'entrée de Jacques Chevallier dans le Ministère Mendès-France n'assombrit pas l'ambiance du trio. Il en fut autrement quand M. Paternot vota contre la confiance au gouvernement à l'issue du débat concernant l'Afrique du Nord. De plus, tout en votant « pour les accords de Paris par raison », Marcel Paternot s'était permis de lancer une harangue personnelle au Président du Conseil pour expliquer que son vote « pour » la France n'était pas un vote « pour » sa sympathie gouvernementale. Il y avait déjà de l'eau dans le carburant du trio.

A Paris, le froid accueil au Plan de Réformes Algériennes était vivement ressenti. Alors, une idée germa dans l'esprit d'un zélateur. Si l'on profitait de l'élection de la 23e circonscription de Basse-Kabylie pour présenter un candidat muni d'un patronage déclaré favorable au Plan de M. Mitterrand, le Plan serait en quelque sorte plébiscité par une partie du corps électoral et le gouvernement en retirerait une position affermie. M. Blachette eut une entrevue avec M. Mendès-France la veille de son départ pour Rome. Et bientôt on apprit que Me Lignières était le candidat « officiel » présenté par MM. Blachette et Chevallier qui oublièrent d'en aviser leur ami M. Paternot. Cela fit l'effet d'une bombe aux répercussions en chaîne quand *l'Echo d'Alger*, puis le sénateur Borgeaud (au *Figaro*) déclarèrent et publièrent que « les instructions » étaient données à l'administration en faveur du candidat « officiel ». Ici, on comprend tout de suite ce que cela signifie !

M. Paternot suscita la candidature de M. Mermier, colon très connu, animateur de nombreuses associations musulmanes et adversaire du Plan de Réformes de M. Mitterand. M. Chevallier semble avoir été dépassé puisque tous les journaux parlèrent de sa démission — qu'il ne démentit point — mais tout s'arrangea au retour du Président du Conseil. C'est le « petit garçon pas fort » de l'histoire.

La bataille s'engagea, des parlementaires et des journalistes vinrent de France pour assister à l'élection, visites qui lui donnèrent une régularité décente.

Au premier tour, M. Mermier, le candidat anti-Plan de Réformes, arrive en tête avec 500 voix d'avance sur le

candidat « officiel » peut-être manœuvré à son insu. La « catastrophe » se précisa lorsque trois autres candidats se désistèrent en faveur de M. Mermier. Rendons hommage à Mᵉ Lignières qui se retira de la lice en recommandant à ses électeurs de voter pour M. Mermier. Mᵉ Lignières est un honnête homme qui ne discerna pas tout de suite le jeu de sa candidature et qui ne voulut pas, en fin de compte, rompre « l'unité ». La vaincu est M. Blachette dont la réélection ne serait pas assurée aujourd'hui, pas plus que celle de M. Chevallier. Mais d'ici 1956... La faculté d'oubli est grande en Algérie ; c'est d'ailleurs ce qui fera sa perte.

Le grand vaincu est surtout M. Mitterand et son Plan de Réformes Algériennes.

Il fallait la démonstration de cette épreuve pour indiquer que les colonies ne peuvent pas se diriger de Paris, que ceux qui ont pour mission de les diriger sont souvent incompétents. Enfin, chose plus triste, la preuve est faite de l'adversité déclarée entre la métropole et l'Algérie sur les problèmes essentiels. L'élection de la 23ᵉ circonscription ajouta le malaise blanc au malaise indigène.



Après cette manœuvre politique manquée puis colmatée, qu'il faut retenir comme un indice pour les joutes prochaines, qu'ajouter de plus pour l'instant ?

Les opérations préventives militaro-policières dans le Tafilalet (dernière province pacifiée du Maroc) indiquent que nous nous trouvons devant un plan insurrectionnel qui tente de se généraliser. Personne ne fit la remarque que les appels à la révolte du *Berbère* riffain Abd-el-Krim (du Caire) déclenchèrent la bagarre essentiellement en Aurès, peuplé de Chaouïas *berbères*, et en Kabylie *berbère*. Ces nuances eussent dû retenir l'attention des responsables. Le Berbère n'est pas un Arabe et s'en défend d'ailleurs âprement. Que de leçons ratées pour les gens sages !... Vous savez peut-être que, las de ne pas être gouverné au Maroc, le Pacha El Glaoui, après trop de déclarations, fit savoir qu'il agirait selon les décisions que la France prendra. Vous avez sans doute eu connaissance de la proclamation d'anciens com-

battants français du Maroc furieux de la politique actuelle : « ...nous sommes deux mille prêts à nous joindre, s'il le faut, aux troupes du Pacha El Glaoui... » Or, le pacha El Glaoui est aussi un *Berbère*, c'est-à-dire un autochtone. L'ami qui m'indiqua son domaine et sa splendide propriété, dans la zone internationale de Tanger, m'assura que le Pacha commençait « à avoir marre » du jeu de cache-cache de la France et tendrait une oreille attentive aux conseils d'Albion. Cela ne nous étonne pas puisqu'il ne prit la décision de marcher sur Rabat contre l'ancien Sultan qu'après avoir pris l'avis de Winston Churchill. Nous ne lui en voulons pas ; nous savons que la patience a des limites et que la sienne fut très grande. En attendant, c'est la France qui perd sur tous les tableaux à la fois !

Relisez l'histoire d'Indochine depuis 1945 et vous conclurez vous-mêmes. L'Indochine entraîna la perte des Indes ; la perte de l'Afrique du Nord entraînera celle de l'Afrique noire.

Pierre FONTAINE.

N. B. — Je pense que Maurice Bardèche ne m'en voudra pas de signaler que dans le corps d'élite du chef fellagha Tahar Lassoued, toujours insaisissable, figurent des Allemands déserteurs de la Légion Etrangère.

L'Anticolonialisme Américain

Il est des pays, comme la Suède, qui, jaloux de leur indépendance, consacrent une partie importante de leur budget à la défense nationale sans quémander de fonds a l'étranger. Se refusant à toute démagogie, ils arrivent, grâce à une administration méticuleuse, à mener à bien de prodigieux travaux de défense passive et sont déjà à même de protéger des centaines de milliers de leurs concitoyens contre une attaque atomique.

La France n'a pas choisi cette voie : plus soucieux d'assurer leur réélection que la défense à long terme du pays, ses dirigeants ont entrepris plus de travaux d'une utilité contestable qu'ils n'ont construit de cuirassés et créé de divisions pourvues d'un armement moderne : pour boucher les trous sans cesse croissants de son budget, ils ont sollicité une aide étrangère qui donne à nos alliés une possibilité d'autant plus grande d'interventions dans nos affaires que les fonds accordés n'ont pas toujours été employés aux chapitres auxquels ils étaient destinés et que les Américains ont sur le plan colonial des idées absolument contraires aux nôtres.

Ils cultivent ce qui, à nos yeux, est une équivoque, le souvenir de la guerre de l'Indépendance grâce à l'oubli de la disparition des Peaux-Rouges et se posent en ennemis intransigeants du « colonialisme ». Dès qu'il a eu l'occasion de quitter le sol des Etats-Unis pour s'occuper de l'Europe, Roosevelt s'est assigné pour but de détruire les empires coloniaux français et anglais. Lorsque l'arrestation de l'amiral Decoux et les erreurs de la libération ont amené les dirigeants de la IVe République à rechercher l'appui de Bao Daï, le gouvernement de Truman a exigé que ce dernier eût une représentation directe à Washington, se donnant ainsi le moyen d'agir sans nous et, au besoin, contre nous, au Vietnam. Nous aurions pu espérer plus d'amicale compréhension de la

part des Républicains. Mais les « internationalistes », quel que soit leur parti, cultivent la même idéologie : il n'en a donc rien été : un des premiers discours de M. Foster Dulles a eu pour objet de nous informer que le but de la guerre était d'assurer l'indépendance du Vietnam. Précisant sa pensée, M. Foster Dulles ajoutait que nous devions nous montrer aussi désintéressés que les Américains l'avaient été en Corée. Il oubliait seulement que la Corée n'avait jamais été un protectorat américain, alors que, depuis plus de soixante ans, nous avions conquis l'Indochine et assuré, à grands frais, sa transformation économique.

Si nous avions un gouvernement digne de ce nom, il aurait dû faire comprendre à notre interlocuteur que nous n'avions pas, chaque année depuis huit ans, sacrifié l'équivalent d'une promotion de Saint-Cyriens pour abandonner ce pays honteusement. Mais, de concession en concession, nos gouvernants avaient fini par admettre le principe de l'indépendance vietnamienne, rendant absolument inutile le sacrifice de nos soldats et faisant, aux yeux de ces derniers, perdre tout sens à cette guerre, même victorieuse.

Profitant du désastre de Dien Bien Phu, les « libéraux » américains perdent, depuis plusieurs mois, toute mesure. *Newsweek* annonçait, le 8 novembre, que la mission « ostensible » donnée à un groupe que les Etats-Unis allaient bientôt envoyer en Indochine était de contrôler l'aide étrangère au Vietnam Sud, mais que son « objectif réel était de *s'assurer que les Vietnamiens gagnent une réelle indépendance des Français.* »

Le 11 décembre 1951, revenant d'une visite en Extrême-Orient, James Richards déclarait : « J'estime personnellement que le Vietnam sera la proie du communisme *à moins que les Français ne s'en aillent complètement*, politiquement, économiquement et militairement. » Paroles graves dans la bouche d'un personnage qui était appelé à devenir président de la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des Représentants !

C'est dans ce but, sans doute, que le général Collins a favorisé le « limogeage » du général Hinh et le maintien au pouvoir du Président Diem, malgré l'opposition qu'il rencontre dans de nombreuses sectes religieuses. Mais le Président Diem est ancien élève d'une université américaine et jouit aux Etats-Unis de grands appuis.

A l'heure actuelle, les généraux Collins et O'Daniel procèdent à la réorganisation de l'armée vietnamienne. Elle en avait certainement besoin, mais ne vont-ils pas décupler l'anarchie régnante en ne gardant que quatre-vingt-dix mille des deux cent cinquante mille hommes de cette armée ? Nous avons vainement représenté qu'ils allaient comme à plaisir alimenter le maquis communiste et eu bien du mal à imposer nos instructeurs à côté des instructeurs américains pour l'entraînement de cette force réduite.

Pour couronner le tout, l'aide financière accordée par les Etats-Unis au Vietnam est une grave cause de perturbation pour le commerce français ; Chinois, Indiens et Vietnamiens s'apprêtent à s'emparer pour une bouchée de pain des entreprises qu'ils s'attendent à voir abandonner par nos compatriotes.

*
* *

En Afrique du Nord, le danger n'est pas encore aussi grand, mais si nous ne réagissons pas à temps, nous serons, tôt ou tard acculés aux mêmes abandons.

Il y a plusieurs années que les chefs nationalistes tunisiens et marocains trouvent des appuis auprès des Juifs d'Amérique. Le 16 décembre 1952, *The Washington Post* annonçait comme une chose toute naturelle que le syndicaliste tunisien Farhat Hached, qui venait d'être assassiné, avait été reçu dans ses bureaux douze mois auparavant. Des amis américains m'ont dit : qu'y faisait-il ? Dans cet article, en tout cas, Farhat Hached était représenté comme un homme « doux », un politicien « modéré » bien qu'il incarnât l'activisme tunisien, ce qui, d'après le rédacteur, lui aurait valu d'être la victime d'un groupe puissant de colons, calomnie gratuite dont personne n'a osé se faire l'écho en France

Quelques semaines plus tôt, Gross, représentant des Etats-Unis à l'O.N.U., se posait en champion de la politique que son coreligionnaire Mendès-France a inauguré l'été dernier :

« Nous espérons, disait-il, que par des consultations entre la France et les *véritables représentants du peuple tunisien* un accord pourra être réalisé d'ici la réunion de l'assemblée des Nations-Unies. S'il n'en était pas ainsi, la majorité de l'assemblée déciderait sans doute de discuter l'affaire tunisienne. »

Une énergique intervention du sénateur Colonna obligea nos délégués à protester et les Etats-Unis durent désavouer Gross.

Mais il se produit aujourd'hui quelque chose de plus grave. A l'heure où la politique de capitulation produit au Maroc et en Tunisie ses fruits amers, *Evidences*, organe en France de l'*American Jewish Committee*, ouvre une enquête sur les « perspectives nord-africaines ».

Cette enquête est naturellement faite avec une apparence d'objectivité : Raymond Aron et Michel Debré ont reçu la possibilité de faire les mises en garde nécessaires en quelques lignes, mais leurs articles ont été suivis d'études beaucoup plus longues et substantielles des anti-colonialistes.

L'un des plus scandaleux articles est celui de Jean Rous. Il accuse les colons français de s'être opposés à « toute tentative, même timide, de la Métropole, de résoudre le problème colonial ». C'est à cause d'eux qu'il fut répondu par la « répression » à la fondation de partis nationalistes. Jean Rous se félicite que Mendès-France ait tenu la promesse d'autonomie et tracé le plan de la politique à suivre pour que soient respectés les « immortels principes » de 1789 :

« *Désormais*, écrit-il, *la politique tunisienne apparaît dans son principe comme le bon exemple à suivre pour toute l'Afrique du Nord en tenant compte des particularités de chaque pays. En effet quelle que soit la forme de la solution à intervenir, son principe est toujours le même : il consiste dans l'unité de la souveraineté populaire, s'exprimant dans le gouvernement et dans le régime représentatif. Au lieu d'un système comportant des privilèges politiques et administratifs, pour la colonie française, il convient d'établir un système conforme aux principes des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes et leur permettant de gérer démocratiquement leurs propres affaires, ce qui est plus « français » que l'éphémère système colonial* » (1).

La démocratisation de l'Afrique du Nord pose naturellement un problème, celui des droits des Juifs. Plusieurs des personnages consultés estiment que la France doit obtenir des garanties à ce sujet avant de conférer le statut d'autonomie. Mais c'est de la part des Français

(1) *Evidences*, septembre-octobre 1954, p. 7.

qu'ils voient le plus de difficultés, car l'antisémitisme arabe est, à leurs yeux, une légende ; il y a des siècles que Juifs et Arabes vivent côte à côte. Ce sont les colons français qui cultivent la haine de races. Les Juifs ont déjà pris leurs sûretés du côté des nationalistes tunisiens à la suite de démarches du bâtonnier Bessis et l'attitude de Bourguiba, qui conçoit le futur Etat tunisien comme un Etat laïque et le Néo-Destour comme un mouvement démocratique, non confessionnel, a, paraît-il, contribué grandement à faciliter la collaboration judéo-arabe. Le caractère théocratique de l'Empire marocain pose un problème plus difficile, car les Juifs ne sont pas exclus des fonctions publiques à cause de leur race, mais pour des raisons strictement religieuses : Emile Touati préconise donc une « sécularisation et une laïcisation progressive » de la législation du pays.

Nous ne pouvons pas ne pas trouver choquant qu'une revue inspirée de l'étranger attise le désordre chez nous et invite des publicistes divers à écrire que « la France doit progressivement s'effacer » de l'Afrique du Nord (notamment *id.*, p. 16). Elle s'y croit, sans doute, autorisée parce que, de l'aveu même de Touati, 20 % de la population juive du Maroc vit des allocations du *Joint Distribution Committee.*

Que les directeurs d'*Evidences* méditent, toutefois, une remarque de Maurice Carr, rédacteur à *The Jewish Chronicle.* Dans cet hebdomadaire, le 2 octobre 1954, Maurice Carr s'est félicité que, sous la protection française, un Etat arabe, vraiment laïque et démocratique, puisse voir le jour en Tunisie ; la féodalité arabe serait de la sorte, plus menacée sur son flanc ouest qu'elle ne l'est, à l'heure actuelle, sur son flanc est par l'Etat progressiste d'Israël et la Ligue Arabe serait réduite à la défensive. Vue bien précieuse, car l'Islamisme ne se laissera probablement pas éliminer de Tunisie par un parti laïque !

Reprenant ce thème dans *Evidences,* Maurice Carr a, cependant, le mérite de dévoiler les menées anti-françaises en Afrique du Nord ; il en montre les dangers pour les Juifs eux-mêmes :

« *Si, par contre,* écrit-il, *en partie à cause du soutien du State Department aux forces panarabes de ténèbres, celles-ci s'étendaient jusqu'à l'Atlantique alors, non seulement la vie d'un demi-million de Juifs africains serait*

directement en péril, mais le maintien même de l'Etat d'Israël serait menacé par une Ligue Arabe gonflée et intoxiquée par la plus retentissante victoire qu'elle ait jamais remportée. L'attaque totale qui s'ensuivrait contre Israël, avec ses imprévisibles conséquences, ne serait pas pour rendre la vie plus agréable pour le Judaïsme américain. » (1)

En ce faisant l'agent du Département d'Etat et en cherchant à éliminer la France de l'Afrique du Nord, le Judaïsme américain commet une grave imprudence, car les événements peuvent tourner d'une façon tout à fait différente de ses prévisions. Déjà les troubles de Petitjean ont amené des Juifs marocains à chercher refuge en Israël. Un plan d'émigration de trente mille Juifs a été mis au point avec l'aide de la France qui fait, bien entendu, les frais de l'opération : elle a ouvert un crédit de quarante millions de dollars et installé, près de Marseille, des camps afin de faciliter le transport des émigrants par avions à Chypre, d'où ils sont acheminées sur Lydia. Comme une imprudence en appelle une autre, la France participe ainsi, sans le savoir à une opération dont le terme est la fondation de quarante colonies juives dans le Neguev, province que les Israéliens ont conquise pendant la guerre avec l'Egypte et que cette dernière s'est jurée de réoccuper dès qu'elle le pourra. Pour couronner cette œuvre, notre gouvernement viendrait de livrer cent chars lourds à Israël afin de lui permettre de surclasser l'armement de n'importe quel Etat arabe (2, Peut-il s'étonner dès lors, lui qui prétend traiter avec des nationalistes, d'attiser leur haine et d'alimenter les campagnes d'excitation de la radio du Caire ?

*
* *

Si la politique d'abandon en Afrique du Nord tenait à la faiblesse ou aux vues fausses d'un homme ou d'une équipe ministérielle, nous trouverions la situation inquiétante, mais nous sommes d'autant plus alarmés que nous savons le Parlement, la presse, les syndicats, d'importants partis et ligues politiques, l'administration coloniale influencés par une campagne que, depuis plus

(1) *Evidences*, novembre 1954, p. 15.
(2) *Newsweek*, 27 décembre 1954, p. 5.

de vingt ans, la F.˙. M.˙. mène avec une persévérance inlassable.

Voici parmi les vœux adoptés par des congrès maçonnique celui qui nous paraît le mieux exprimer la passion idéologique des FF.˙. MM.˙.. Il a été émis, en 1928, par l'Ordre Maçonnique Mixte International « Le Droit Humain » :

« 1° *La colonisation n'a jamais eu cette origine philanthropique et humanitaire qu'on lui a parfois prêtée ;*

2° *Elle n'a pas eu pour objet de porter la civilisation par delà les mers à des peuples qui désiraient être libres chez eux. Ces déclarations doivent être considérées comme une erreur ou un mensonge ;*

3° *La colonisation est d'origine économique et militaire. Elle a pour but d'enrichir certains individus ou certaines collectivités au détriment des indigènes. Elle est le prétexte d'une flotte formidable qui est une lourde charge pour les finances nationales ;*

4° *Le régime colonial, né de la violence et de l'impérialisme économique, est contraire à l'idéal de paix et de liberté que poursuivent les hommes justes. Nous devons travailler à la disparition d'un tel régime et à l'extension aux races de couleur du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ;*

5° *Il est urgent de nous mettre à l'étude immédiate des moyens propres à amener la disparition totale du régime colonial et de déclencher par les groupes parlementaires une campagne anticoloniale.*

Cette décision devra être communiquée à tous les Congrès des associations relevant du « Droit Humain », afin qu'une décision semblable soit prise par ces dernières et qu'une conférence internationale puisse être convoquée dans le plus bref délai pour coordonner les efforts. »

Cet idéal inspire la F.˙. M.˙. des Etats-Unis comme la nôtre. C'est pour le satisfaire que les « libéraux » américains ont empêché les Hollandais de rétablir l'ordre en Indonésie. Aujourd'hui, ces îles, Java en particulier, sont rongées par le communisme et nul ne sait si le Président Sœkarno est en état de résister à un coup de force. Il entre dans cette catégorie de politiciens opportunistes, les Attlee, les Nehru, qui ne voudraient faire aux Soviets nulle peine même légère. Nehru vient

de recevoir la visite de Tito dont l'attitude est de plus en plus troublante. Depuis cette visite, certains observateurs anglais se demandent si Nehru ne va pas prendre la tête d'un bloc neutraliste axé sur la IIe Internationale reconstituée à Francfort en juillet 1951. Nous ne pensons pas que les choses aillent si loin, mais il est certain que même s'ils ne s'appuient pas sur une fédération de ce genre, ces personnages peuvent causer beaucoup de difficultés à M. Foster Dulles dans sa politique de résistance à la poussée sino-soviétique. Nous souhaitons que ce dernier comprenne à temps que tout empire colonial qui tombe crée un vide dans lequel les communistes s'engouffrent, qu'il n'y a, en Indochine en particulier, aucune erreur à commettre et que ce n'est pas en y envoyant un Wolf Ladejinsky (considéré comme dangereux à Tokio) pour réorganiser l'agriculture vietnamienne (1) qu'il facilitera le maintien des blancs en Asie.

Georges OLLIVIER.

(1) *The Jewish Chronicle*, 7 janvier 1955, p. 32.

BLOC OCCIDENTAL
ET BLOC SOVIÉTIQUE

Nous donnons ci-dessous la suite de l'étude de Walter Hildebrandt dont la publication avait été commencée dans notre numéro 20 (janvier 1955). Dans la première partie de son étude, l'auteur avait comparé les chiffres de la production des deux Blocs en ce qui concerne le charbon, l'énergie électrique, le pétrole et l'acier. Il continue ici même la comparaison avec la production du cuivre et celle de l'aluminium et il tire la conclusion de son étude.

LA PRODUCTION MONDIALE DE CUIVRE.

Naturellement, il n'est pas possible d'isoler complètement la production de l'acier.

Indépendamment du problème de la production des aciers spéciaux, avant tout, la production du cuivre et de l'aluminium doit attirer notre attention.

Au début de l'industrialisation des Soviets, le cuivre était une des matières à l'égard desquelles l'industrie soviétique se trouvait en difficulté.

Après avoir dû s'en rapporter d'abord largement à l'importation, les Russes ont réussi cependant à rattraper la capacité de production des grands pays extracteurs. Ce résultat fut obtenu principalement par la construction des grandes usines du Kasachtan où l'ensemble des exploitations cuprifères Balchash devint rapidement une des plus grandes installations de la métallurgie soviétique.

Jusqu'à la guerre les usines de cuivre de l'Oural représentèrent plus de 1/5 de la production de cuivre soviétique. Depuis cette date le développement s'est étendu à l'Asie moyenne et a ouvert la voie à une production encore plus importante.

La production soviétique en 1928 représentait 1 % de la production mondiale avec 19.000 tonnes. Elle atteignait en 1938 5,7 % de la production mondiale avec 115.000 tonnes, en 1950, 10,2 % de la production mondiale avec 256.000 tonnes ; en 1952, 13,6 % de la production mondiale avec 365.000 tonnes, et pour 1955 les plans soviétiques prévoient une production de 485.000 tonnes.

Les progrès soviétiques dans le domaine de l'extraction du cuivre ne doivent pas être considérés seulement en pourcentage par rapport à la production mondiale ; là encore ces chiffres sont à rectifier par les résultats obtenus par l'industrie nord-américaine qui, depuis 25 ans, fournit les 2/3 du cuivre mondial et qui, aujourd'hui encore, n'a cessé d'avoir sur le marché du cuivre, un rôle prédominant.

Il faut considérer aussi que l'extraction du cuivre a connu encore, dans d'autres territoires d'Outre-Mer, un développement toujours plus vigoureux, si bien que les puissances occidentales peuvent disposer aujourd'hui des ressources du Chili (444.000 tonnes), de la Rhodésie du Nord (318.000 tonnes), du Congo Belge (204.000 tonnes), du Canada (179.000 tonnes), ce qui leur assurerait un potentiel énorme en cas de conflit entre l'est et l'ouest. En outre, la capacité de production de l'Afrique du Sud ne cesse d'augmenter, ce que montre fort bien l'obligation dans laquelle on se trouve de construire une troisième grande raffinerie dans la Rhodésie du Nord, d'une capacité de 110.000 tonnes de cuivre électrolytique.

La faiblesse comparative du bloc soviétique par rapport au bloc occidental dans le domaine du cuivre a été encore aggravée par le fait que les Yougoslaves, qui sont les premiers producteurs d'Europe avec les mines de Bor et de Majdanpek, et qui ont produit en 1952 un total de 54.000 tonnes de cuivre se sont détachés depuis 1948 du bloc oriental. Le cuivre de Yougoslavie est à la disposition des nations occidentales (pendant la guerre de Corée, il fut acheté en partie par les Etats-Unis et déjà pendant la deuxième guerre mondiale il avait été utilisé par l'industrie d'armement allemande).

Quant à la Chine, bien qu'elle ait obtenu quelques résultats dans la province de Sinkiang elle n'a aucune importance pour l'instant dans les chiffres de la production mondiale.

La production mondiale s'établit ainsi à l'heure actuelle, en milliers de tonnes :

Union soviétique, production prévue pour 1955 : 485 ; Europe Centrale, plan de production pour 1955 : 29 ; *Total pour le bloc Soviétique :* 514.

Europe Occidentale : 417 ; U.S.A. : 960 ; Amérique Centrale et Amérique du Sud : 491 ; Canada : 221 ; Afrique : 564 ; Puissances asiatiques : 110 ; Australie : 20 ; *Total pour le bloc occidental :* 2.703.

La production de cuivre prévue pour 1955 s'établit donc entre l'Est et l'Ouest dans le rapport de 19 à 100.

LA PRODUCTION MONDIALE DE L'ALUMINIUM.

L'Aluminium, le plus important des métaux légers est pour certaines constructions et en particulier pour les constructions aéronautiques d'une importance capitale. D'après les estimations actuelles, 10 % de la production mondiale est actuellement utilisé pour les seuls besoins de l'armement, tandis que 35 % est consacré à des appareils de transport, en particulier à l'aviation, groupe qui, lui aussi, est en liaison étroite avec la production de guerre.

En 1930, la production d'aluminium des Soviets était à peu près nulle. En 1938, elle représentait 10 % de la production mondiale avec 44.000 tonnes. En 1950, elle représentait 11,5 % de la production mondiale, bien qu'elle soit montée à 170.000 tonnes. En 1953, l'Union Soviétique a produit 330.000 tonnes, ce qui représente 12,4 % de la production mondiale. Le plan pour 1955 prévoit une production de 545.000 tonnes, soit 16,4 % de la production mondiale.

Comme le montrent ces chiffres, la part de l'Union Soviétique dans la production mondiale d'aluminium oscille, comme dans les autres domaines, entre 10 et 20 %.

Il est intéressant de constater également que, pendant la guerre mondiale, malgré l'utilisation des gisements de bauxite de Tichwin et du nord de l'Oural, la production soviétique n'a augmenté pendant la guerre que de 44.000 à 62.000 tonnes, passant en pourcentage, malgré cette augmentation, de 10 % à 3,2 % de la production mondiale.

De leur côté les Etats-Unis passaient pour la production de l'aluminium de 130.000 tonnes en 1938 à 385.000 tonnes en 1943 et à 1.130.000 en 1953, et le Canada passait de 55.000 tonnes en 1938 à 450.000 en 1943 et à 490.000 tonnes en 1953.

Dans l'ensemble, il y a donc correspondance entre l'augmentation de la production totale d'aluminium des puissances occidentales et celle des puissances du bloc soviétique, que les perspectives de production pour l'avenir ne changent pas essentiellement. Au plan d'accroissement de la production soviétique

s'opposent également des prévisions d'accroissement de la production des puissances occidentales, d'après lesquelles la production actuelle des puissances occidentales sera, à bref délai, augmentée de 30 %, puis doublée à plus longue échéance. Parmi les puissances du bloc soviétique, seule la Hongrie peut faire un apport positif en aluminium au bilan du bloc soviétique, principalement par les exportations en provenance de ses mines de bauxite qui, autrefois, en combinaison avec les gisements de Dalmatie, avaient été envisagés comme permettant la possibilité de créer une industrie hongaro-yougoslave de l'aluminium.

Comme nous l'avons dit, les ressources d'aluminium du bloc soviétique représentent 360.000 tonnes pour 1953, en comptant pour 30.000 tonnes la production hongroise ; et le chiffre de 585.000 tonnes est envisagé pour 1955 ou les années suivantes en faisant entrer en ligne de compte en outre, la production tchécoslovaque. Du côté du bloc occidental, il faut considérer pour 1953, outre l'aluminium des U.S.A. (1.310.000 tonnes) et celui du Canada (490.000 tonnes), l'aluminium du Japon (50.000 tonnes), celui de la France (108.000 tonnes), celui de l'Allemagne Occidentale (105.000 tonnes) et une production européenne répartie entre l'Italie, la Norvège, l'Autriche, l'Angleterre et la Suisse, qui donnent au total 436.000 tonnes pour l'Europe Occidentale seule.

Les puissances de l'Est ont produit en 1953 2.296.000 tonnes d'aluminium. Les chiffres envisagé pour 1955 feraient passer cette production à 2.949.000 tonnes dont 1.650.000 pour les Etats-Unis, et les plans économiques pour une période plus lointaine prévoient une production totale de 3.971.000 tonnes. En prenant les chiffres de 1953, la proportion entre l'Est et l'Ouest est de 16 à 100.

SIGNIFICATION DU POTENTIEL ÉCONOMIQUE DU BLOC OCCIDENTAL ET DU BLOC SOVIÉTIQUE.

Les chiffres mentionnés plus haut montrent clairement une fois de plus que l'Union Soviétique, au cours des 25 dernières années, a réussi à construire une industrie impressionnante. Dans le cadre de ses plans quinquennaux, elle a pu augmenter dans tous les domaines l'ensemble de sa production de quatre fois, et, également surmonter les destructions et pertes subies pendant la guerre et qui furent parfois énormes. Dans tous les domaines, le niveau de la production en 1953 a dépassé de très loin le chiffre de la production obtenue avant la guerre.

Ajoutons encore une remarque : les Soviets ont réussi à entreprendre une lutte de concurrence avec les grands Etats industriels de l'Occident et apparaissent maintenant sur les listes d'exportations mondiales de charbon, de courant électrique et d'acier avec le second rang tandis que pour le pétrole, le cuivre et l'aluminium, ils arrivent au troisième rang.

Malgré ce grand succès, le Kremlin n'a jamais réussi (à part le domaine du charbon) à atteindre des chiffres approchant seulement de la moitié des chiffres de production de l'industrie nord-américaine. Il est clair que les résultats de l'économie planifiée à propos desquels on a montré tant d'émerveillement n'ont donné une avance incomparable à l'industrie soviétique que dans la première décade des années de l'industrialisation, tandis que, par contre, dans les quinze dernières années, le prodigieux développement industriel de l'Amérique du Nord a largement dépassé, aussi bien en cadence qu'en étendue, les efforts réalisés par les Soviets, quoique, pendant la même période, les résultats obtenus en Asie soviétique aient permis à la Russie de réaliser de très grands progrès. C'est finalement la raison pour laquelle la plupart des nations orientales, dans aucun des domaines qui viennent d'être examinés, ne peuvent supporter une comparaison véritable avec la puissance économique des nations d'Occident. La supériorité du bloc occidental, dans la plupart des domaines de la production mondiale, s'établit presque toujours actuellement par des chiffres qui oscillent entre 80 et 90 %.

Il faut remarquer, toutefois, que le bloc oriental, du moins dans les deux productions clés du charbon et de l'acier, a une situation relativement plus favorable et contrôle à peu près exactement 1/4 de la production mondiale de l'acier et 1/3 de la production mondiale du charbon.

En outre, à cette situation de base relativement favorable de l'industrie lourde soviétique, en valeur absolue, il faut ajouter une importante correction : les besoins de la population du bloc occidental où la consommation privée mobilise des portions essentielles de forces industrielles.

On en arrive, à cause de cela, à admettre que, malgré la richesse et la supériorité industrielle de l'ouest, les moyens matériels dont les deux blocs peuvent disposer pour leurs armements respectifs sont à peu près équivalents, du moins en plusieurs domaines.

Cette dernière situation n'est probablement qu'un avantage temporaire de l'Union soviétique. Déjà l'évolution, commencée en Russie, dans l'été 1953, qui a provoqué dans l'Union Sovié-

tique et dans les Etats satellites, un accroissement important de la consommation, rapproche peu à peu, ne fût-ce que très lentement, l'importance des besoins de la population dans les pays du bloc occidental et dans ceux du bloc oriental.

Il faut observer toutefois, que, au moment de l'éclatement des hostilités, l'industrie des puissances occidentales et leur richesse en matières premières, qui, jusqu'alors, n'avait servi qu'à des besoins privés, a pu être utilisée très rapidement pour des objectifs militaires, et s'est révélée comme une puissante ressource qui se trouve en permanence à la disposition du potentiel de l'industrie d'armement.

L'absence d'une telle industrie civile dans les territoires soviétiques amènerait probablement les Soviets, dans le cas d'un nouveau conflit, à mener une sorte de guerre du pauvre. C'est une constatation dont on ne doit pas tirer cependant, un pronostic valable pour l'issue finale d'un tel conflit.

Un problème particulier est posé actuellement par la Chine qui ne sert pour longtemps encore qu'à alourdir l'économie soviétique malgré les exportations chinoises de wolfram, d'antimoine, de zinc, etc...

Néanmoins, il est certain que le développement industriel de la Chine, principalement en raison de l'existence d'une industrie lourde en Mandchourie, d'excellentes sources d'énergie et de l'importance de la main d'œuvre, ne peut manquer de devenir rapidement sous l'impulsion soviétique, un élément important de la production mondiale. Elle fournira, à coup sûr, après un plus ou moins grand nombre d'années, dse possibilités d'extension certaines à l'industrie du bloc soviétique.

Ces considérations nous permettent d'élever des doutes assez forts quant à la possibilité actuelle pour les Soviets de mener une guerre de longue durée (victorieuse pour eux), même si l'on admet que le Kremlin possède pour longtemps une puissance militaire supérieure à celle de l'Ouest ; et qu'il mène systématiquement à une politique de guerre froide. Cette situation n'est pas appelée à se modifier profondément dans les années qui viennent, et les plans établis pour 1955 et 1960, ne montrent qu'une amélioration assez faible dans la différence qui sépare actuellement le bloc occidental du bloc soviétique. En outre, des hausses de production capables de provoquer une surprise totale ou tenues secrètes jusqu'ici, sont tout à fait invraisemblables sur une vaste échelle, car de telles hausses ne dépendent pas seulement du niveau des ressources en matières premières mais encore du degré de préparation de la

main-d'œuvre, de l'appareillage lourd dont on peut disposer, de l'état des transports, c'est-à-dire en définitive de facteurs desquels, dans une période de guerre, une économie surtendue ne peut pas disposer selon son bon plaisir.

Les observations que nous venons de faire ne peuvent bien entendu, en aucune manière, constituer un jugement définitif sur les chances d'un conflit entre l'Est et l'Ouest. En dehors du fait que dans cette étude, on n'a examiné que l'aspect économique d'un ensemble extrêmement complexe et qu'on a voulu uniquement établir un rapport de puissance entre l'Est et l'Ouest, les perspectives d'un conflit ne pourraient être sondées que si l'on donnait en même temps une description complète de l'état des armements et des forces militaires et qu'on puisse également faire entrer en ligne de compte le potentiel économique qui pourrait être utilisé par les Soviets, en cas de guerre après la réalisation de leurs plans à longue échéance qui ont déjà été esquissés pour une période dépassant les années 1960 et qui incluent en particulier la Chine industrialisée. En outre, la possibilité que détient toujours le Kremlin, de réduire brutalement, au moyen de destructions, une part importante du potentiel économique des puissances occidentales, interdit à cet égard un jugement trop rapide.

Nous tenons à montrer, en particulier, par un rapide panorama, l'importance du potentiel industriel du bassin européen qui pourrait être par suite des circonstances d'une guerre entièrement détruit ou neutralisé, ou qui pourrait même éventuellement être amené à fonctionner au profit du bloc soviétique.

En ce qui concerne le charbon, la supériorité actuelle du bloc occidental est de 100 par rapport à 45 ; au cas où l'Europe serait neutralisée, elle ne serait plus que de 100 par rapport à 82 ; au cas où l'Europe travaillerait pour les Soviets, l'infériorité du bloc atlantique serait de 100 par rapport à 166.

En ce qui concerne le courant électrique, la supériorité actuelle est de 100 par rapport à 21 ; dans le cas d'une neutralisation de l'Europe, de 100 par rapport à 30 ; dans le cas d'une utilisation de l'Europe, de 100 par rapport à 71.

En ce qui concerne le pétrole, la supériorité actuelle est de 100 par rapport à 11. Elle passerait dans les deux cas envisagés à 100 par rapport à 14 et à 100 par rapport à 41 (ces chiffres comprennent les chiffres de production du Moyen Orient).

En ce qui concerne l'acier, le rapport actuel est de 100 par rapport à 29 ; en cas de neutralisation de l'Europe, de 100 par rapport à 24 ; en cas d'utilisation de l'Europe, de 100 par rapport à 96. Si l'on prend pour l'acier les chiffres de produc-

tion envisagés pour 1960, les rapports précédents deviennent : 100 à 38 pour la situation actuelle, 100 à 38 dans le premier cas, 100 à 113 dans le deuxième cas.

En ce qui concerne le cuivre, le rapport actuel est de 100 à 19 ; il passerait dans le premier cas à 100 contre 22, dans le deuxième cas à 100 contre 29.

En ce qui concerne l'aluminium, le rapport actuel est de 100 contre 16 ; il passerait dans le premier cas à 100 contre 19, dans le deuxième cas à 100 contre 48.

Nous n'avons pas la place ici d'étudier les différents problèmes politiques et militaires qui sont soulevés par l'intérêt primordial que les Soviets peuvent avoir en cas de conflit à posséder le potentiel économique des territoires européens, en état, et prêt à fonctionner. Il faudrait envisager dans ce cas non seulement un certain nombre de questions de politique générale telles que l'installation de la puissance soviétique en Allemagne, les risques de guerre atomique contre le continent européen ainsi que la volonté des Européens de se défendre eux-mêmes, et il faudrait également consacrer une étude attentive aux questions de l'espionnage du travail, à l'activité des cellules dans les usines pouvant servir à l'armement, ainsi qu'aux possibilités d'une guerre de partisans, dans des régions industrielles de l'Europe Occidentale. Le fond de la question est probablement un problème de psychologie de guerre qui est en somme celui-ci : il s'agit pour la Russie Soviétique d'obtenir le contrôle moral et politique des masses ouvrières de l'Europe Occidentale, sans la collaboration desquelles, le potentiel industriel et militaire de l'Europe perd la plus grande partie de sa valeur. En posant cette question, on la pose du reste sous un double aspect, car elle est valable également dans la région placée sous contrôle soviétique. Car l'émeute ouvrière du 17 juin à Berlin, les sabotages continuels de l'industrie tchèque et les grèves des travailleurs forcés dans les mines de Workuta, permettent de s'aperveoir que dans les territoires sous contrôle soviétique, le volume de la production industrielle n'est pas non plus une valeur absolue dont on puisse disposer en toutes circonstances et dans n'importe quelle situation. Le même problème politique se pose donc au fond pour les pays soviétiques et pour les pays du bloc occidental. Et ce problème a dans les deux cas une incidence sur la capacité véritable de production en cas de guerre.

Walter Hildebrandt.

Nouvelles européennes,
Nouvelles politiques

L'Angleterre et le Bolchevisme

Marquant d'un ton agressif le dixième anniversaire du traité d' « amitié » franco-soviétique, Molotov a affirmé à Moscou : « Il n'existe aucune puissance dans le monde assez forte pour arrêter la progression du communisme ». Les Britanniques qui, tout en espérant encore vaguement parvenir un jour à une sorte de « coexistence » qui ne signifie pas capitulation, ne nourrissent pour la plupart aucun doute quant aux intentions réelles dissimulées dans les propos du diplomate soviétique, s'efforcent d'agir en conséquence. On ne prétend pas que la politique de Whitehall, qui n'a jamais eu d'autre but que de favoriser à fond et quoi qu'il en coûte aux autres pays les intérêts anglais, soit nécessairement très axée sur l'anticommunisme, ainsi que le montrent les hésitations et les manœuvres de diversion à propos de Formose, des responsabilités de l'alliance américaine et des conséquences à retardement de la reconnaissance du gouvernement de Pékin par Londres, mais enfin, si l'on se tourne du côté du War Office, les perspectives changent et nous nous trouvons en face de stratèges décidés à ne pas donner raison à M. Molotov.

Le Livre blanc britannique sur la Défense, publié récemment, montre assez que l'Angleterre entend désormais opposer une résistance décisive à toute agression soviétique sous quelque forme que ce soit. Ce document a causé une certaine sensation dans l'opinion londonienne, car il annonçait officiellement l'entrée de la vieille île dans l'ère atomique, entrée qui sera marquée, sur le plan militaire, par la fabrication de bombes H « des centaines de fois plus puissantes que celles jetées en 1945 sur Hiroshima et Nagasaki ». On aurait évidemment beau jeu de relever la typique hypocrisie britannique, qui consista à ne pas dénoncer avec tous les honnêtes gens les affreux raids de mort sur le Japon, puis à demander (à l'époque où les savants de Hartwell n'étaient pas encore en mesure de

la fabriquer) l'abolition de la bombe atomique, puis enfin, maintenant que les recherches sont au point, à annoncer soi-même la construction des funestes engins en question. Mais cet aspect du problème ne nous concerne pas ici. Retenons surtout que le Livre blanc offre l'alternative suivante, valable pour d'autres pays également : « Nous devons posséder la bombe H ou abdiquer ». Bref, la bombe H est la maîtresse du temps, et il faut pouvoir en disposer pour se cramponner, comme le fait la Grande-Bretagne, au rang de grande puissance mondiale (l'observateur de la dernière conférence du Commonwealth doit, à cet égard avoir l'honnêteté de reconnaître qu'il n'y réussit pas si mal). La décision historique du gouvernement britannique de construire des bombes H a été annoncée le mardi 17 février à seize heures trente. Le lendemain, le « Daily Mail », organe conservateur, écrivait dans son éditorial : « Etre équipés de la puissance thermo-nucléaire est peut-être le seul moyen de nous sauver nous-mêmes de la furie thermo-nucléaire. Tel est le diabolique paradoxe de notre temps, que le seul espoir d'échapper à la tuerie mondiale réside dans la possession d'armes si terribles que nous avons tous peur de les utiliser ».

Dans l'ensemble, la réaction populaire fut favorable à l'importante décision prise par Harold Mac Millan, ministre de la Défense du cabinet Churchill. L'organe de gauche « Daily Mirror » y a vu une mesure salutaire pour le maintien de la paix. Le « Daily Express », le quotidien qui cultive habilement la nostalgie de la plus grande époque impériale britannique, a dit : « Vous ne pouvez jamais être assez forts quand le prix de la faiblesse est l'esclavage et la mort. » C'est que le Livre blanc britannique de 1955, par rapport à celui de l'an dernier qui soulignait prudemment un « adoucissement de la tension internationale », est cette fois nettement plus pessimiste : « La nature monolithique du système communiste est demeurée fondamentalement la même, proclame-t-il. Sa puissance militaire continue de s'accroître à un rythme inquiétant. » Et encore : « Jusqu'ici les actions communistes n'ont fourni aucune base permettant de penser que la menace qui pèse sur le monde libre ait en quoi que ce soit diminué. » La conclusion, c'est que, « en dernier ressort nous devons tous sentir que la détermination de faire face à la menace de la destruction physique, même à l'immense échelle qui doit maintenant être prévue, est manifestement préférable à une attitude de soumission au communisme militant ». Pour plusieurs observateurs britanniques en particulier Edward Crankshaw de « The Observer », les dernières purges du Kremlin indiquent un durcissement de la

politique soviétique et un retour direct à la violence sous toutes ses formes, notamment une recrudescence de la lutte de classes. Mais l'on peut aussi bien penser qu'un seul accroc, un ridicule incident, déclencheraient toute l'énorme machine de guerre soviétique. C'est pourquoi le Livre blanc britannique sur la Défense traduit judicieusement, en les prévenant, les dangers qui pesent sur l'avenir de l'Europe.

***

Cependant, la protection militaire, aussi colossale soit-elle, ne suffit pas contre le bolchevisme. L'histoire de ces trente-cinq dernières années montre que le bolchevisme attaque plus souvent de l'intérieur que de l'extérieur. Le lent pourrissement des démocraties, le désordre intellectuel et moral, les injustices sociales, sont ses plus précieux alliés à l'intérieur de pays qui, militairement, sont invulnérables. Dans le cas de la Grande-Bretagne, comment le problème se présente-t-il ?

Electoralement, le communisme anglais n'est qu'un objet de dérision qui n'inspire même plus les caricaturistes. Il est numériquement insignifiant, avouant d'ailleurs lui-même un maximum de membres inscrits de trente à trente-cinq mille individus. Aux élections de 1950, il n'avait groupé que 91.815 suffrages (sur 28.769.477), et ce chiffre tomba encore plus bas lors du scrutin de l'année suivante. Les mesures anti-juives à Moscou, Prague, Varsovie, Bucarest, lui portèrent un coup terrible voici deux ou trois ans. Les Juifs de Golders Green, de Hampstead et de l'East End retirèrent leur appui au parti communiste, et l'organe officiel « Daily Worker » éprouva à nouveau de graves difficultés financières (à Londres, Leeds et Manchester, l'élément juif constituait le meilleur des troupes communistes — avec les nègres de la Jamaïque — et vers fin 1945 un comité juif fut fondé au sein du P.C. par le camarade Zaïdman). De pareilles désertions ne se remplacent pas du jour au lendemain, quand bien même le comique Dr Hewlett Johnson, le « doyen rouge » de Canterbury, déploie-t-il la plus infatigabe des activités en faveur des Soviets. Le parti communiste avait également son Joliot, en l'occurence J.B.S. Haldane, mais ce savant a mis une sourdine à ses activités politiques ; actuellement, il chercherait à se faire naturaliser hindou. La défection de Douglas Hide, ancien directeur du « Daily Worker », et qui pendant vingt ans, occupa dans le parti de hautes fonctions, a également porté un coup dur aux communistes anglais, d'autant plus qu'il quitta ses amis en publiant un livre révélateur sous le titre de « J'ai

cru ». Une autre défection non moins importante fut celle de Bob Darke, ancien syndicaliste, qui écrivit il y a deux ans un livre stupéfiant sur la colonisation communiste des Trade-Unions.

Officiellement, le P.C. anglais reste entre les mains de Victor Gallagher et du chaudronnier Harry Pollitt, qui siégèrent tous les deux au Parlement de Westminster avant de mordre la poussière en 1950. Mais le cerveau du parti, en fait, c'est Rajani Palme Dutt, théoriquement vice-président, pratiquement agent numéro un de l'U.R.S.S. en Grande-Bretagne. R. Palme Dutt, qui tient son quartier général dans King's street, est l'ennemi déclaré de l'empire britannique, de la politique de Whitehall et de toutes les traditions nationales de l'Angleterre. Cet idéologue fanatique et sectaire, sec dialecticien qui ne jure que par la révolution mondiale, tient un rôle absolument destructeur : la démolition lente et systématique des restes de l'empire britannique. Expulsé d'Oxford dans sa jeunesse pour ses opinions extrémistes, doué d'une longue tradition révolutionnaire (on le trouve aux premiers rangs du parti dès sa fondation vers 1920), R. Palme Dutt est, entre les mains de Moscou, un spécialiste du « problème colonial ». « Dans l'espace d'une génération, déclare-t-il, nous aurons gagné la lutte sur tout le front colonial mondial. Regardez l'espace parcouru en ce domaine depuis la révolution russe d'octobre 1917... » Avec son adjoint Idrix Cox, Palme Dutt recrute parmi les éléments noirs de Londres des hommes de main, qu'il forme, endoctrine, puis envoie dans certains pays coloniaux pour y fomenter des troubles (expulsé des U.S.A., le nègre Ferdinand C. Smith échoua à Londres où il fut « éduqué » par Dutt ; quelques jours après l'arrivée de Smith à la Jamaïque, en 1952, une première grosse grève éclatait dans les plantations de cannes à sucre). R. Palme Dutt a été en relations étroites avec les époux Jagan qui tentèrent de prendre le pouvoir en Guyane britannique ; il n'est pas non plus étranger au conflit de Malaisie qui dure depuis sept ans, où dix mille Britanniques ont déjà été tués et où quarante mille soldats impériaux ne parviennent pas à venir à bout, au cœur de l'épaisse jungle malaise, de six mille rebelles communistes. Mais le terrain idéal de R. Palme Dutt, c'est l'Afrique : « Trois millions de blancs contre cent quatre-vingt-dix millions d'indigènes, dit-il, c'est gagné d'avance ! ». De fait, les derniers événements, depuis le Kenya, toujours en état de guerre, jusqu'à l'Afrique du Nord fiévreuse et menacée, prouvent que R. Palme Dutt voit et vise juste.

S'il n'est pas de bonne politique d'exagérer démesurément la force et la puissance de l'adversaire soviétique (et, dans nos pays, de l'adversaire communiste), il n'apparaît pas indiqué

par ailleurs de les sous-estimer ni de les négliger. Le parti communiste anglais compte en gros trente mille membres incrits et le maximum qu'il puisse faire dans des élections générales s'élève à quatre-vingt-dix mille voix. Et cependant, le fameux appel de Stockholm a pu réunir en Grande-Bretagne un bon million de signatures ! Cette disproportion entre les trois chiffres révèle que, savamment camouflée une action politique peut berner un grand nombre de naïfs, dans un pays où l'électeur a encore son mot à dire. C'est un des dangers les plus évidents que court la Grande-Bretagne : par pure naïveté, son peuple peut s'engager dans des aventures extrêmement douteuses qui mènent loin (le bevanisme, par exemple), sous le seul prétexte que leur apparence est honnête.



Au surplus, l'ignoranc du public sur les événements du continent, sur la lamentable situation des pays de l'Est européen, et sur la faiblesse intrinsèque des démocraties libérales, favorise bon an mal an la pénétration du communisme. Contrairement à ce que croient de trop nombreux Européens, la Grande-Bretagne n'est pas à l'abri du bolchevisme. L'île est isolée des courants révolutionnaires qui traversent de part en part notre continent, mais sa socialisation par les travaillistes a donné un avant-goût de collectivisation marxiste. La désolante monotonie de certains quartiers de Londres, monotonie qui se répète dans les mœurs et les coutumes et la vie quotidienne, préfigure assez le bolchevisation lente, imperceptible d'une grande nation. L'individualisme si cher aux Anglais en a pris un sérieux coup lorsque Attlee et ses lieutenants marxistes sont parvenus au pouvoir. Un retour au gouvernement du gang travailliste accentuerait encore davantage l'impression que le pays où Marx travailla à son « Capital » et où vécut Lénine n'est point certain d'échapper toujours et comme par le passé à la pieuvre communiste.

Le parti communiste anglais, au demeurant, est loin d'être inactif. On a pu prouver, sans toutefois l'identifier clairement, qu'un « réseau » secret travaillait en Grande-Bretagne, à la suite de nombreux sabotages dans la marine qui se sont produits il y a quelques mois (à Southampton, deux incendies bizarres sur le « Queen Elisabeth », l' « Empress of Canada » brûlant à Liverpool, plus des « accidents » à bord du « Queen Mary », du « City of Gloucester », du « City of Florence »; et dans la marine de guerre : des cas de sabotage à Plymouth à bord du « Warrior », porte-avions de 13.350 tonnes, et à bord de l' « Eagle », le plus gros porte-avions de la marine britannique — 36.000

tonnes) et dont les responsables ne furent jamais dépistés. On a également prétendu que les incidents survenus aux avions « Comet » provenaient de la même origine. Electoralement nul, le parti communiste n'en est pas moins capable d'ameuter et d'exciter la foule dans un sens défini : fin janvier dernier, alors que le Parlement examinait une fois de plus la question du réarmement allemand dans le cadre des accords de Paris, plus de quatre mille personnes manifestaient aux abords de Westminster ; il fallut l'intervention de la police montée pour les chasser (un chef de Scotland Yard déclara peu après : « La manifestation a pris un caractère très proche de celui du complot et de l'émeute »). Le communisme anglais peut également se montrer influent dans les hautes sphères : l'affaire Burgess-Mac Lean (on a dit que Burgess, grand connaisseur de la mentalité britannique, dirigeait de derrière le rideau de fer les démarches soviétiques en faveur d'une « coexistence »), qui est probablement la plus scandaleuse de ces dernières années, secoua profondément les Anglais car jusque-là la réputation du Foreign Office se voulait sans défaut. L'autre jour, un officier de la R.A.F. et un civil furent pris en train de photographier l'un des plus secrets appareils de la Royal Air Force, l'English Electric Pl. Voici quelques mois, le War Office procédait à une purge dans l'armée et limogeait plusieurs soldats aux activités suspectes. Dans le domaine de l'espionnage, la trahison des Fuchs et des Pontecorvo est encore dans tous les esprits. Un ancien aviateur de la R.A.F., le Juif tchèque naturalisé Peter Anton, qui travaillait contre son pays d'adoption, a été expulsé dernièrement. Mais l'espionnage, aujourd'hui, est surtout dirigé depuis l'ambassade soviétique ; les deux attachés militaires de Jacob Malik, qui furent chassés de Grande-Bretagne l'été dernier pour « indiscrétions », ne sont que deux parmi les centaines d'agents soviétiques à l'œuvre dans les brumes de Londres. A plusieurs reprises, des émissaires de Jacob Malik tentèrent de soudoyer d'honnêtes fonctionnaires. L'opération doit réussir tout de même de temps en temps (en juillet 1952, le deuxième secrétaire de l'ambassade soviétique à Londres, Pavel Kouznetsov, dut quitter le pays à la suite d'un procès au cours duquel un opérateur radio du Foreign Office révéla lui avoir fourni des renseignements secrets). Les agents de Malik se livrent aussi à d'autres sordides besognes : par le chantage ou la menace, ils forcent des exilés russes à rentrer en U.R.S.S. L'opération n'est pas particulière à l'ambassade soviétique; l'ambassade polonaise l'applique aussi à l'égard des ressortissants de Varsovie réfugiés en Angleterre. A tel point que, au lendemain de l'affaire Petrov en

Australie et de la reddition aux Américains du capitaine Khoklov du M.V.D., chargé d'assassiner l'un des leaders du mouvement solidariste russe anticommuniste à Francfort, lord Vansittart écrivait : « La terreur rouge peut aussi se produire ici. »

Jusqu'ici, la Grande-Bretagne a échappé à cette terreur. Et cependant, de douloureuses affaires montrent qu'elle n'en est pas nécessairement à l'abri. En 1950, un ancien soldat britannique qui témoigna après la guerre dans un procès de « trahison » quelque part derrière le rideau de fer, Bill Piddington, était kidnappé de son domicile du Surrey. Le 13 juillet 1953, le prêtre polonais Henryk Borynski, connu pour la violence de ses sentiments anticommunistes, était enlevé de sa maison de Bradford. Un peu auparavant, en 1949, Michael Bazyook, un Polonais influent parmi les milieux anticommunistes de Londres, était trouvé pendu dans la lande de Reading. De nombreuses autres tragiques affaires du même genre pourraient être citées, qui montrent que le terrorisme que craint lord Vansittart n'est pas loin. En ce qui concerne l'espionnage, rappelons le cas de Léo Dalderup, prisonnier de guerre allemand évadé, qui s'engagea secrètement après la guerre dans la R.A.F., et qui, de sa résidence de Dublin où il demeure maintenant sous un faux nom, a écrit au ministère britannique de l'Air pour lui révéler ses exploits et lui « montrer combien la tâche des saboteurs et des espions est facile en Grande-Bretagne »...

L'influence communiste en Grande-Bretagne ne doit pas être non plus sous-estimée. Elle est active. Il est impossible de ne pas la voir s'exercer dans tous les pèlerinages en Chine, en Pologne et en Allemagne de l'Est, de ces derniers mois (mais il arrive que les pèlerins rentrent entièrement désillusionnés, tel Desmond Donnelly, député bevaniste, qui, de retour de Varsovie, confia son amertume et son dégoût à un quotidien de droite). Cette influence est de même extrêmement vigoureuse dans les Trade-Unions, où une certaine apathie syndicale (inhérente à toutes les démocraties) favorise le travail de sape et d'infiltration des agents de Gallagher et de Pollitt. Les syndicats des mineurs, des dockers, des électriciens, ainsi que certaines sections de l'énorme syndicat des transports et des ouvriers généraux, sont profondément contaminés par le marxisme. « Les grèves des autobus et des dockers londoniens sont le résultat d'un complot communiste » a pu déclarer le leader syndicaliste Arthur Deakin en contemplant voici quelques mois l'aspect lamentable du port de Londres immobilisé. Sur la jeunesse, l'influence communiste est relativement faible, mais point faute de moyens : faute de proie, car les jeunes Anglais, qui respectent leur reine et se moquent de

Boulganine et de Krushev, s'intéressent plus aux sports qu'à la plus douteuse des politiques. Cela n'empêche pas qu'un jeune dirigeant du mouvement scout à Bristol dut être expulsé pour avoir voulu politiser l'organisation fondée par Baden-Powell

Depuis la guerre et par la force des choses, Londres est devenu une sorte de citadelle contre le communisme. Les réfugiés de l'Est européen y ont trouvé asile, y ont établi leurs quartiers généraux, depuis Anders et ses Polonais libres jusqu'à Lev Rahr, le dirigeant russe de la section anglaise du N.T.S. (Natyonalno Trudovoy Soyuz : mouvement solidariste russe, principale organisation de résistance au bolchevisme), en passant par les « Forces révolutionnaires russes » de Koronin, l'Association des Ukrainiens de Grande-Bretagne de B. Tarnawskyj, le « Fonds de combat pour la liberté » dirigé par le lieutenant-général anglais Sir Giffard Martel (qui dénonça pour sa part les pénétrations communistes jusqu'au sein de l'église d'Angleterre !), l' « Intelligence Digest » de Kenneth de Courcy et de nombreux autres mouvements et organisations. Il en résulte une certaine influence sur l'opinion dans le sens que l'on devine, encore que, par mesure de sécurité autant que par restrictions imposées à eux par les autorités supérieures, tous ces groupements ne travaillent pas au grand jour, sont pour la plupart inconnus du public et ne déploient qu'une propagande très limitée. La vérité est que, même à une époque où les potentats du Kremlin pourraient encore sans grosse difficulté conquérir l'Europe en quinze jours et faire passer le goût du cricket aux Britanniques (les Soviets disposent de vingt mille avions alors que la R.A.F. de l'avis des plus grands spécialistes, se trouve dans un état pitoyable), l'anticommunisme continue à avoir encore mauvaise mine en Grande-Bretagne, tandis que les pèlerins de Varsovie et de Moscou, les pacifistes dérisoires et les coexistentialistes bornés recueillent toujours librement une très large audience.

Et cela, encore maintenant que les services spécialisés de M. Mac Millan vont se mettre à la fabrication de bombes H ! Insondable caractère anglais ! Il n'en reste pas moins que le bolchevisme est aux portes. Saura-t-on tenir celles-ci soigneusement fermées ? Les gouvernants, peut-être, mais l'opinion (importante en démocratie) ? L'opinion, elle, dort, et dans le cas du communisme, demeure toujours sans colère. Flegme qui est illustré par l'anecdote que voici : environ six semaines, la vitrine de la librairie communiste Collett's, dans Charing Cross Road, à Londres, fut trouvée brisée au petit matin. Or la police ne parvint jamais à découvrir si le coupable était un politique ou un passant en état d'ébriété avancé...

Pierre HOFSTETTER.

UN GRAND CHEF DE GUERRE PRUSSIEN

Les « Souvenirs d'un soldat » de Heinz Guderian

En 1951, le colonel-général Guderian, créateur de la « Panzerwaffe » (l'arme blindée), glorieux meneur des grandes chevauchées mécaniques, en Pologne, France et Russie, de septembre 1939 à décembre 1941, inspecteur général des troupes blindées et, à ce titre, maître de l'évolution de l'arme de février 1943 à juillet 1944, chef d'état-major général de l'Armée (1) aux temps désespérés jusqu'au 28 mars 1945, publiait ses mémoires de guerre sous ce titre : « Erinnerungen eines Soldaten » (2). Le livre ne passa pas inaperçu en France ; il fut signalé par la presse et même analysé par M. André Golaz dans la « Revue historique » de septembre 1951. Le voilà aujourd'hui plus largement accessible aux Français grâce à l'excellente traduction de MM. Courtet et Leclerc-Kohler (3).

Excellente, certes, même dans la transposition des termes militaires, si souvent fautive ou approximative mais incomplète car elle comporte des coupures qu'aucun avis ne signale Est-ce bien correct ? Certes, l'omission de quelques notations biographiques est de peu d'intérêt et celle des ordres donnés au cours

(1) C'est-à-dire : chef de l'état-major du commandement suprême de l'Armée de terre (OKH = « Ober Kommando des Heeres ») directement subordonné à Hitler et chargé du front de l'Est. A la même époque, le commandement suprême des forces armées (OKW = « Ober Kommando der Wehrmacht »), à la tête duquel se trouve le Maréchal Keitel assisté du Général Jodl, est, lui aussi, directement subordonné à Hitler avec une préeminence assez imprécise sur l'OKH, et s'occupe spécialement des autres théâtres d'opérations. C'est en décembre 1941 après le « limogeage » de Brauchitch, qu'Hitler a pris le commandement direct de l'Armée de terre.

(2) Editeur : Kurt VOWINCKEL, Heidelberg.

(3) Editeur : PLON, Paris,

de la première partie de la campagne de France ne contristera que les militaires. Mais il y a la censure tendancieuse de tel paragraphe dont je reparlerai et surtout la suppression des 33 dernières pages de l'édition allemande où l'auteur formule ses impressions et ses jugements sur Hitler, le régime et l'état-major général. Cela ne pouvait cependant manquer d'intéresser les lecteurs français ; les miens en jugeront.

I. — Prussien, Luthérien et « Stabler » (1).

Le premier intérêt que suscite la lecture de mémoires va à la personne du mémorialiste. Celui-ci a joué de tels rôles qu'il ne peut rester indifférent. Par ailleurs, c'est un Prussien fier de l'être, un Luthérien pieux, un officier fils d'officier et passé par la « Kriegsakademie ». Il appartient à une sorte d'hommes que les Français devront bien se décider, un jour, à regarder autrement qu'à travers les prismes déformants de la caricature et de la propagande.

On a plaisir à constater que l'auteur de l'Avant-propos de la traduction française, le Colonel de Cossé-Brissac, actuel directeur du Service historique de l'Armée, en a donné l'exemple avec beaucoup d'élégance et de pénétration. Chef de la section allemande du 2e bureau clandestin (mais officiel, si j'ose dire) de l'Armée de l'armistice, il fut, à ce titre, déporté en Allemagne en février 1943. Libéré en 1945 et devenu chef du cours d'histoire militaire de l'Ecole supérieure de guerre, il obtint, en 1947 et 1948, l'autorisation d'interroger, pour sa documentation, les généraux allemands prisonniers des Américains au camp de Neustadt en Hesse. Celui qui lui fit la plus forte impression fut le colonel-général Guderian. Il en trace un portrait physique que corrobore la photographie insérée en tête du volume des « Souvenirs » : « Le général était de taille moyenne, trapu, le teint coloré, la tête expressive plantée sur des épaules vigoureuses, éclairée par le regard vif et malicieux, parfois, d'yeux gris qui avaient dû souvent prendre la dureté de l'acier... Tout marquait en lui sa vieille hérédité prussienne (2)... De mon interlocuteur, à peine sexagénaire, se dégageait une impression de force et d'équilibre, voire de verdeur. » L'étude psychologique et intellectuelle du personnage n'est pas moins bien venue :

(1) « Stabler » : dénomination familière des officiers d'état-major brevetés de la « Kriegsakademie » de Berlin.

(2) La bizarre consonance arménienne de son patronyme proviendrait de la chute d'une de ces désinences en us que le pédantisme des Allemands cultivés affectionnait vers le début du XVIIe siècle.

« Ses compagnons comprenaient le français. Lui le parlait couramment et presque sans accent. Mieux, il aimait, semble-t-il, s'exprimer dans cette langue... (Il) avait un esprit alerte, clair, précis. Il me décrivait... les matériels en présence, m'expliquait en technicien, la supériorité de tel char sur tel autre... Ce sens du concret se retrouvait dans l'exposé de ses campagnes... Je ne l'ai jamais vu... essayer de diminuer l'adversaire polonais, français ou russe, mais au contraire, s'émouvoir volontiers du courage opposé à la supériorité des armes allemandes... Il aimait le soldat... en mesurait les efforts et les peines, en particulier au cours des combats devant Moscou... s'indignait de l'indifférence d'Hitler et de son lointain entourage devant tant de cruelles et d'inutiles misères... C'est dans le heurt de cette conscience, autant que dans sa réprobation des conceptions militaires d'Hitler, que se situe la raison de ses deux ruptures avec le dictateur, en décembre 1941 et en mars 1945. »

Je n'ai jamais rencontré le général Guderian autrement qu'en mai 1940, sur l'Oise et la Somme, avec, entre nous, nos chars affrontés et nos rapports se sont bornés à la lecture réciproque de nos écrits sur les chars. Je puis cependant apporter une contribution à son portrait psychologique. Après l'Armistice de 1940, ma mère, restée en zone occupée, lui écrivit à peu près en ces termes : Mon fils qui a lutté contre vous à la tête d'une division cuirassée et mon petit-fils qui, sous-lieutenant de 19 ans, a reçu la Légion d'honneur pour avoir détruit plusieurs de vos chars sont en zone libre. Moi, je suis une vieille femme de 80 ans qui ne voudrait pas mourir sans les avoir embrassés. Si vous êtes un ennemi chevaleresque, vous me ferez obtenir un laissez-passer pour les rejoindre. Une dizaine de jours plus tard, un major allemand se présentait à son domicile, lui remettait l'autorisation de franchir la ligne de démarcation et lui exprimait les remerciements du général Guderian pour la bonne opinion qu'elle avait de son caractère. N'avais-je pas le devoir de déposer ce souvenir sur la tombe de l'adversaire courtois, mort le 14 mai 1954 ?

Bon connaisseur des choses de l'armée allemande, le colonel de Cossé-Brissac voit, dans Guderian, non seulement l'individu mais aussi un représentant typique de ce corps d'officers, si intimement lié à l'histoire de la Prusse puis de l'Allemagne, que celle-ci reste incompréhensible si on n'en a point pénétré l'esprit et mesuré l'influence : « Il en partageait les convictions, les espoirs et les préjugés. Il avait le respect du passé, de la tradition, sans d'ailleurs méconnaître les exigences d'un présent en constante évolution sociale... Il avait un sens élevé du rôle

de l'officier dans la nation, de ses responsabilités envers ses chefs et ses subordonnés, face à sa conscience Il avait le respect, hérité de Kant, du service public, du « Dienst ». »

Bien plus, l'auteur de l'Avant-propos distingue chez son interlocuteur, les nuances mêmes que l'entre-deux-guerres avait introduites dans l'esprit de ces jeunes capitaines de 1918 devenus les généraux de 1939-45. Leurs grands chefs successifs : « Seeckt, Blomberg, Fritsch, Brauchitsch s'étaient efforcés de restaurer le vieux code d'honneur militaire qui s'était, jadis, peu à peu imposé à l'Europe chrétienne. Ils mesuraient le tort fait, à l'armée wilhelminienne de 1914, dans l'opinion mondiale par le mépris systématique des lois de la guerre... Les consignes de modération données, à l'armée allemande de 1940, au moins en France, témoignent de cette louable préoccupation à laquelle Guderian adhérait sans réserve. Mais tout fut remis en cause par l'afflux de la nouvelle génération nationale-socialiste, surtout quand la guerre s'étendit aux peuples slaves jugés inférieurs. » Ces officiers élevés dans le culte de la fidélité monarchique et du serment au drapeau, sans considération pour le régime de Weimar indifférent, sinon hostile, à la « Reichswehr », avaient, dans l'ensemble, très naturellement transféré leur loyalisme à Hitler désigné par l'immense majorité du peuple et, de surcroit, investi, certes avec mauvaise grâce, mais tout de même investi, par le vénéré Maréchal Hindenburg, intérimaire de l'Empereur et doyen de leur corps (1).

A ces touches si finement posées, j'en ajouterai deux. Ayant pris consciemment en exemple ce qui se faisait chez nous (où certains l'avaient malheureusement un peu oublié), les officiers allemands de 1939-45 vivaient, sans nulle démagogie, plus près de leurs troupiers que ceux de 1914-18. Enfin, il suffit de parcourir le texte allemand de Guderian pour être frappé par son style. Plus de ces phrases interminables et sinueuses chères aux littérateurs germaniques, des propositions brèves, « à la Voltaire », qui se transposent en français avec la plus grande facilité. Ce n'est pas une originalité individuelle ; c'est la marque d'une génération militaire et d'un de ses maîtres à penser : Seeckt, dont le nom me remémore ce propos d'un « Stabler » rencontré vers 1922 : « Comme vous avez de la chance, vous

(1) Le 2 août 1944 (jour de la mort de Hindenburg), Guderian écrivait à sa femme : « Demain, nous prêterons serment à Hitler Ce serment est lourd de conséquences. Dieu fasse que les deux parties le tiennent avec la même loyauté pour le bien de l'Allemagne. L'armée est habituée à garder sa parole. Puisse-t-elle le faire dans l'honneur ! »

autres officiers, vous écrivez naturellement comme on a tant de peine à nous apprendre à rédiger. »

Devant le portrait en pied du colonel-général Guderian, un Français réfléchi ne manque pas de se demander : Quel était donc, après l'écrasement de son pays, les réactions d'un tel homme à l'égard du nôtre ? A cette quetion, le colonel de Cossé-Brissac répond avec sa netteté et sa lucidité coutumières : « Sûrement pour lui comme pour sa génération, la France était demeurée longtemps l'« Erbfeind », l'ennemi héréditaire qu'il fallait abattre mais qu'on ne pouvait mépriser... Il connaissait parfaitement notre histoire et l'admirait... Il avait lu nos auteurs militaires anciens et modernes. Elevé en Alsace occupée il avait vécu en France pendant les deux guerres... Il avait perçu que, malgré leurs profondes différences, Allemagne et France, nations complémentaires plus qu'inconciliables, auraient plus de profit à s'entendre, voire à s'associer, qu'à continuer de se déchirer dans des luttes stériles... Il pensait même — étonnant aveu ! — que les militaires des deux pays pourraient être les meilleurs artisans de ce rapprochement si hautement souhaitable. »

II. — LE CRÉATEUR DE LA « PANZERWAFFE » (1922-1939).

Guderian, admis à la « Kriegsakademie » en 1913, fait la guerre de 1914-18, sur le front de l'Ouest, dans des emplois d'état-major. Il la termine comme capitaine et, après avoir servi, en 1919, dans les garde-frontières et les corps-francs des pays baltes, est intégré dans la « Reichswehr », de 100.000 hommes. Dès 1922, il est affecté au Ministère et spécialisé dans les questions de transports automobiles. Les Français y avaient, à partir de 1916, donné l'exemple d'une grande virtuosité, mais derrière un front continu. Le problème qui se posait était d'assurer la sécurité de ces mouvements dans une guerre de manœuvres. C'est ainsi que Guderian se trouve amené à s'occuper des engins automobiles blindés, seuls susceptibles d'assumer ce rôle. Il se renseigne auprès des rares compétences allemandes, prend connaissance de la littérature étrangère sur le sujet et est particulièrement séduit par les théoriciens anglais : Fuller, Liddel Hart, Martell (1). Bientôt, il fait figure

(1) C'est le règlement anglais sur les forces mécaniques qu'appliqueront les premières unités blindées allemandes d'expérience.

de spécialiste. Chef de bataillon en 1927, il cumule, l'année suivante, ses fonctions avec celles de professeur dans un de ces centres d'étude qui remplacent la « Kriegsakademie » interdite. En 1929, il effectue, au bataillon de chars de la garde suédoise qui se sert des LKII construits par l'Allemagne avant sa défaite, un stage au cours duquel il acquiert l'expérience pratique qui lui manquait et distingue les grandes lignes de sa doctrine : « Au lieu de noyer les chars dans les divisions d'infanterie, il convenait de créer des divisions blindées groupant toutes les armes dont les chars auraient besoin pour mener un combat efficace ». Thèse qui n'était pas des plus originales car elle avait déjà été exposée par quelques Anglais ou Français et, avant tous, par le Général Estienne, le père de nos chars. mais qui demandait à être précisée sur un point capital. On admettait généralement que des formations automobiles à base de blindées pourraient assurer, avec une vitesse et une puissance multipliées, les missions traditionnelles de la cavalerie, mais seraient-elles capables de rompre une position de résistance bien organisée et garnie de canons ? La réponse viendra, pour Guderian, en 1934, d'une direction inattendue. L'état-major général lui transmet alors un manuscrit du général autrichien en retraite von Eimannsberger : : « Der Kampfwagenkrieg » « La guerre des blindés ». Il y retrouve ses idées et, en outre. la discussion d'un cas concret tendant à démontrer que les divisions blindées sont aptes à rompre une position de résistance organisée en l'envahissant et la neutralisant momentanément dans toute sa profondeur. La doctrine allemande a dès lors son point final.

Mais cela, les lecteurs de l'édition française des « Souvenirs » ne le sauront pas parce que le rôle d'Eimannsberger est escamoté. Pourquoi donc ? Par nigauderie gaulliste. Chacun sait que les thuriféraires de la Gaulle se sont employés à lui faire la réputation de prophète de la guerre des blindés C'est faux puisque le volume « Vers l'armée de métier » paru en 1934 est comme son titre l'indique, non pas l'exposé d'une doctrine d'emploi des blindés, mais un plaidoyer pour la constitution d'une force professionnelle à base de chars, instrument d'une politique préventive et répressive. C'est faux aussi puisque les conceptions allemandes ont pris forme entre 1929 et 1934 avant la publication du livre de de Gaulle. Cela n'a pa empêché un zélé gaulliste de chez Plon de faire imprimer au verso de la couverture d'un ouvrage qui démontre le contraire : « Guderian peut donner corps à des doctrines dérivées de celles que pro-

fesse en France le colonel de Gaulle » (1). Mais tout à coup. il s'est aperçu qu'à propos du travail d'Eimannsberger, Guderian avait écrit : « Sa publication nous (le général Lütz, son chef, et lui-même) parut d'autant plus indiquée que nous désirions faire jaillir, de sources étrangères, un courant d'idées ». Grands dieux ! De mauvais esprits n'allaient-ils pas accuser de Gaulle d'avoir renseigné l'ennemi ? Vite ! Il a caviardé le paragraphe. La niaiserie de ce censeur dévoué m'attendrit. Je pense l'avoir un peu rassuré en montrant que son héros n'est pour rien dans les conceptions allemandes. Mais je ferai plus ; je lui avoue qu'à la même époque je publiai, dans une revue officielle, avec l'approbation de mes chefs, une longue discussion des théories d'Eimannsberger. En effet, un état-major se trouve toujours dans cette alternative : ne rien laisser dire qui puisse intéresser l'étranger et ainsi risquer de voir ses cadres s'endormir, ou consentir l'inconvénient de quelques indiscrétions et s'en payer en tirant le meilleur parti de celles des autres. Comme Guderian. notre état-major avait, en l'occurrence, choisi l'attitude active.

Pour faire la guerre, une doctrine ne suffit pas ; il faut du matériel. Depuis 1926, l'U. R. S. S. avait mis à la disposition de l'armée allemande, à Kazan, un terrain d'expérimentation pour les prototypes de chars construits secrètement dans le Reich. Si l'on en croit Guderian, les premières unités furent dans un but purement expérimental, équipées avec un appareil très léger (6 tonnes), rapide (40 km.-h. de vitesse maximum). faiblement armé (2 mitrailleuses jumelées) et protégé (13 mm. de blindage maximum) improvisé sur châssis anglais Carden-Lloyd : le Mark I ; puis, en raison de retards dans la mise au point des types définitifs, avec un engin un peu plus puissant : le Mark II (9 tonnes, un canon de 20 mm.).

Ce n'est probablement pas tout à fait exact. Malgré sa probité intellectuelle, le père de la « Panzerwaffe » n'a pas résisté à l'humaine tentation de voiler une erreur. Il semble bien qu'entre 1933 et 1937, les Allemands aient cru, à l'exemple des Anglais.

(1) Les légendes sont si difficiles à tuer qu'un homme d'une scrupuleuse honnêteté intellectuelle comme le colonel de Cossé-Brissac s'y laisse prendre et parle des « ouvrages du général de Gaulle abondamment cités et commentés » dans ceux de Guderian. Or De Gaulle n'a publié qu'un seul livre traitant des chars : « Vers l'armée de métier » et Guderian, qui, lui aussi, n'a donné qu'un seul volume sur le même sujet : « Achtung Panzer ! » (1937) plus tard réédité avec quelques additions sous le titre : « Die Panzertruppen », y mentionne l'ouvrage du précédent et en cite une vingtaine de lignes. Est-ce là abondamment citer et, surtout, commenter ?

que de très nombreux petits chars peu coûteux, peu puissants mais rapides répondraient à peu près à tous les besoins La presse nationale-socialiste s'en montra fort enthousiaste et Guderian, peut-être pas totalement convaincu, mais impatient de voir ses idées prendre forme autrement que sous les espèces de figuratifs en bois et toile se laissa entraîner. Mais survint en 1937, le mécompte de la guerre d'Espagne. Les Mark I de Franco firent piètre figure devant les chars russes mieux armés et blindés des Rouges. Il fallut renverser la vapeur et accélérer la sortie des Mark III et IV (16 ou 24 tonnes, 30 ou 40 mm. de blindage, 1 canon de 37 ou de 75 court). On le fit avec assez de vigueur et de rapidité ; 1940 l'a prouvé. La France, correctement orientée, dès l'origine, vers des appareils plus puissants (1), se trouva finalement en état d'infériorité devant l'Allemagne qui s'était d'abord fourvoyée. On mesure par là les facultés de rétablissement d'un gouvernement autoritaire.

En effet, depuis 1933, Hitler a accédé au pouvoir. Il croit à l'avenir du char, il fait confiance à Guderian, déblaie le terrain devant lui, l'aide et l'élève, en 5 ans, du grade de lieutenant-colonel à celui de général de corps d'armée. Depuis dix ans celui-ci travaillait à faire triompher ses idées avec ardeur, ténacité et désintéressement, mais entravé par le traité de Versailles, soutenu par certains chefs, combattu par d'autres, gêné par les bureaux et les particularismes d'armes, il n'était parvenu qu'à des réalisations bien modestes. Dès 1933, celles-ci se sont accélérées et élargies. Le 15 octobre 1935, trois « Panzerdivisionen » (Pz D) ont été créées et, quoique encore simple colonel, Guderian a pris le commandement de la deuxième. Au cours de 1938, trois autres naissent puis, au milieu de 1939, une quatrième. En outre ont été organisées trois divisions légères, comprenant chacune un bataillon de chars, qui, après la campagne de Pologne, fourniront l'ossature de trois nouvelles Pz D.

(1) L'évolution était alors, sans nul doute, orientée vers la puissance.

En 1939, les caractéristiques essentielles des chars légers les moins puissants étaient les suivantes : poids, 6 tonnes ; blindage maximum : 13 m/m ; armement principal, 1 ou 2 mitrailleuses : vitesse maximum, 40 km/h, et celles des chars moyens les plus puissants : 24 ou 30 tonnes, 40 ou 60 m/m, 1 canon de 75, 30 ou 40 km/h.

En 1945, les mêmes spécifications étaient devenues :

— pour les chars légers : 20 à 30 tonnes, 40 m/m, canon de 75, 40 à 50 km/h.

— pour les chars moyens : 60 à 70 tonnes, plus de 100 m/m, canon de 88 ou 122 à grande vitesse initiale, 40 ou 50 km/h.

Certes, des événements politiques inquiétants se sont produits : l'assassinat du général von Schleicher le 4 février 1936, l'épuration de l'état-major général le 4 août 1938, mais il y a eu aussi des succès inespérés : la réoccupation de la rive gauche du Rhin, l' « Anschluss » (qui n'a pas vu, comme le disent les « Mémoires » de Churchill, la 2e Pz D semer ses chars en panne le long de 700 kilomètres de route), enfin l'annexion des Sudètes. Il faudra bien quelque répit pour assimiler tout cela. Et puis, Guderian a pris contact avec quelques grands personnages nazis qu'il a trouvés honnêtes et raisonnables; il a entendu Hitler lui-même déclarer qu'à toute crise révolutionnaire succédait une ère d'évolution. Somme toute, au début de 1939, le général croit à la paix et n'est pas loin de penser qu'on s'achemine vers le régime du « bon tyran », respectueux des lois divines et humaines, entouré de sages conseillers, soutenu par la confiance populaire, efficace et pondérée, auquel il ne marchandera ni son dévouement ni sa loyauté.

III. — LE MURAT DES GRANDES CHEVAUCHÉES MÉCANIQUES (1939-1941).

En tête de cette période de sa vie qui va lui apporter la gloire, au moment de l'annexion de la Bohême-Moravie, Guderian place un titre de chapitre bien significatif : « Le début de la catastrophe » et son sentiment s'exprime à propos de l'entrée en lutte avec la Pologne : « ...l'état d'esprit de l'armée était empreint de gravité... il eut probablement été très douteux sans le pacte avec la Russie. Nous ne sommes pas entrés en guerre d'un cœur léger ; il n'y eut pas un général pour conseiller la guerre. » ; tous redoutaient que l'incendie ne put pas être limité comme Ribbentropp en avait convaincu Hitler.

Durant la campagne, Guderian conduit deux manœuvres décisives :

— Du 2 au 5 septembre 1939, avec une Pz D et deux divisions légères, il enfonce la couverture polonaise et coupe le couloir de Dantzig à hauteur de Kulm.

— Du 9 au 17, avec deux Pz D et une division légère, il force la Narew de Lomza, exploite jusqu'à Brest-Litowsk et ferme le cercle sur le gros de l'armée adverse.

Le 27 octobre, il reçoit d'Hitler, la cravate de Chevalier de la croix de fer. Le 23 novembre, il assiste à l'algarade au cours de laquelle le « Führer » déclare aux généraux de l'armée de terre, que, s'il a confiance dans le loyalisme des animaux et des généraux de l'air, il n'en a pas dans le leur. Il en est si

frappé qu'il prie plusieurs camarades plus anciens de faire préciser la portée exacte de ces paroles; puis, ceux-ci s'étant dérobés, accomplit lui-même la démarche et n'obtient que des récriminations contre les commandants en chef successifs (dont Brauchitch) qui n'ont fait que « mettre des bâtons dans les roues ».

Son témoignage, évidemment objectif et sincère, permet de se faire une vue nette de l'élaboration du plan qui nous valut la défaite et du rôle d'Hitler, à cette époque, dans la conduite de la guerre. Celui-ci se tient encore très classiquement (comme il l'a fait en Pologne et en Norvège) dans les limites de son rôle de chef politique. Sa directive n° 6 du 9 octobre esquisse un plan de guerre, non d'opérations : battre une part aussi importante que possible des forces de campagne françaises et britanniques et conquérir une base permettant la poursuite « des opérations navales et aériennes (on remarquera l'absence du qualificatif : terrestre) ultérieures contre l'Angleterre » tout en étoffant la protection de la Ruhr. Puis il demande des projets d'opérations à l'OKW et l'OKH. Il n'agrée celui de l'OKW qu'avec réticence parce qu'il sacrifie la surprise en « chaussant les bottes de Schlieffen ». Cela se sait aux échelons subordonnés et raconte notre mémorialiste : « Un jour de novembre, Manstein (le chef d'état-major du groupe d'Armées Rundstedt) me pria de venir le trouver ; il m'exposa son idée : foncer, avec de puissantes forces blindées... vers la ligne Maginot prolongée à Sedan, (et) crever ce front fortifié... Je pus assurer... que son plan... était réalisable. Je n'avais qu'une condition à poser : engager dans l'entreprise un nombre suffisant de divisions blindées et motorisées ; le mieux serait de les utiliser toutes ». Ce projet fut loin de susciter l'enthousiasme du haut commandement. Mais, par la volonté d'Hitler, il fut discuté, mis au point au cours de plusieurs « Kriegspiel » et adopté en mars 1940 non sans une grave imprécision. Il omettait d'indiquer si les troupes rapides, après avoir forcé la Meuse, attendraient les divisions à pied ou se lanceraient seules vers la Manche pour encercler les armées franco-britanniques déployées au nord de l'Aisne et de la Somme. L'audace ne l'emporta, dans l'exécution que du fait de Guderian, commandant un corps de trois Pz D à l'aile marchante, qui en donna l'exemple à ses risques et périls. Manstein fut le père de la manœuvre, Hitler l'accoucheur et Guderian, la nourrice dévouée, comparaison qui n'est pas trop humble si l'on se souvient que « l'art de la guerre est tout d'exécution » (Napoléon).

A la vérité, ce qu'il y a de plus génial dans ce plan, ce n'est pas tant l'exploitation de 250 kilomètres menée, en liaison

avec l'aviation et à grande allure, vers la mer car cela était dans la ligne des idées admises sur les possibilités des blindés en terrain libre ; c'est la juste appréciation de notre faiblesse sur la Meuse moyenne (divisions étirées sur 15 à 30 kilomètres fortifications légères, sans profondeur et inachevées) et le mécanisme de rupture qui y fut appliqué (infanterie des Pz D appuyée par l'artillerie, les « Stukas » et l'aviation de bombardement). Car notre front ne fut pas enfoncé par les chars, ils n'abordèrent la rive gauche que quand la tête de pont avait déjà 4 kilomètres de profondeur ; c'est-à-dire pour l'achèvement de la rupture et son exploitation ; et il en fut de même aux autres points de passage, vers Monthermé et au sud de Namur.

Pendant sa course à la mer, Guderian est, à plusieurs reprises, retardé, non par nos réactions, bien trop faibles et tardives, mais par son propre commandement auprès duquel Hitler, audacieux en pensée plus qu'en action, ne semble guère l'avoir soutenu. Le matin du 17 mai, au nord-est de Montcornet, il reçoit l'ordre de s'arrêter puis la visite de von Kleist, son chef direct, qui, après une scène violente, le « limoge ». Rétabli dans son commandement, quelques heures plus tard, par le général von List que le commandant du Groupe d'Armées, Rundstedt, a dépêché en arbitre, il reprend sa marche en avant en dépit d'actions menées contre son flanc gauche par « des éléments blindés isolés » qui ne constituent qu' « une menace réduite » (il s'agit de la division cuirassée de De Gaulle), mais il a perdu une demi-journée. On lui en fait gaspiller une autre en le freinant jusqu'au 20. La Manche atteinte, il doit attendre, pendant toute la journée du 21, l'ordre de remonter vers le nord pour achever l'encerclement des forces alliées de Belgique. Enfin il y a, du 24 au 26, l'incompréhensible arrêt sur l'Aa ordonné par Hitler et inspiré, plus par sa nervosité et les assurances inconsidérées de Goering sur l'efficacité de l'aviation que par cette volonté de ménager les Anglais dont a parlé Churchill.

Durant la seconde phase de la campagne, Guderian commande un groupement blindé de quatre Pz D et deux divisions d'infanterie motorisées (DIM). Il n'a pas à forcer l'Aisne ; la porte lui est ouverte par la XIIe Armée vers Château-Porcien. Après il se rue, à travers la Champagne, vers la frontière suisse et la trouée de Belfort ; et l'on sait quel étonnant coup de filet il réussit contre nos forces d'Alsace et de Lorraine.

La narration de ces hauts faits qui lui valent le grade de général d'armée (Colonel-général) est menée avec une clarté, une objectivité et une modestie par lesquelles tout l'homme se peint. Il y trouve place cependant deux erreurs que je dois relever.

Non ! Ce ne sont pas des chars B de De Gaulle (mais le nom seul de cet homme suscite donc l'inexactitude ?) qui, le 19, ont inquiété le poste de commandement de Guderian au bois d'Holnon (7 kms ouest de Saint-Quentin). La 4e division cuirassée se trouvant, ce jour-là, arrêtée, après un échec, devant Crécy-sur-Serre, à 40 kms au sud-est ; ce ne pouvait être que des appareils de la 2e tentant, sur ordre du général Giraud, de se dégager de l'encerclement

Guderian attribue, aux Alliées, 4.800 chars, le 10 mai au matin et fait état de 2.574 allemands ayant franchi les frontières hollando-belgo-luxembourgeoises. Ce sont nombres aussi arbitraires que ceux avancés au cours du procès de Riom ou dans les polémiques ultérieures. Nos formations blindées des armées comptaient 2.815 chars modernes. Celles des Anglais : quelque 400 appareils, mais d'une qualité telle que Lord Gort en tenait seulement 23 pour aptes à aller au feu. Pour que les nombres soient comparables, il faut, à l'Allemand, ajouter les indisponibles journaliers dont la proportion est d'environ 10 % et pouvait atteindre 15 dans des unités qui venaient d'exécuter, de nuit, des marches de 80 à 100 kms pour gagner leur base de départ. Nous aboutissons ainsi à 2.860 au 3.003 ; or, lors d'un interrogatoire en captivité, Guderian a précisément donné le second de ces nombres comme celui des appareils comptant dans les dix Pz D. Voilà la vérité nettoyée des arguments d'avocats, des estimations tendancieuses et des définitions imprécises.

L'entrée en guerre contre la Russie inquiète notre colonel général. Comment Hitler, après avoir tant de fois proclamé sa volonté d'éviter la lutte sur deux fronts, peut-il se lancer dans une telle aventure sans avoir liquidé, d'une manière ou d'une autre, l'hostilité anglaise qui immobilise, directement ou indirectement, 60 divisions sur 205 ? Le plan d'opérations ne le séduit guère ; quoiqu'il désigne Moscou comme objectif stratégique principal, il organise trois groupes d'armées à peu près équivalents orientés vers des buts divergents : Leningrad, Moscou, Kiew. On a fait de l'inflation mécanique en doublant le nombre des divisions blindées ou motorisées car le nombre total des chars sur le théâtre principal n'excède pas 3.200 et il a fallu recourir à du matériel automobile français peu adapté au réseau routier et au climat russes. On sous-estime l'adversaire en escomptant écraser ses armées et provoquer son effondrement politique en huit ou dix semaines et, bien que la campagne des Balkans ait provoqué un retard initial de cinq, rien n'a été prévu pour l'hiver. Sous prétexte que l'U.R.S.S. n'a pas adhéré aux conventions de La Haye et Genève, on laisse leur application à

l'appréciation des chefs ; Guderian, soucieux des impératifs de sa foi chrétienne et de l'honneur, est bien résolu à l'exiger mais il redoute qu'une telle latitude nuise à la discipline et aliène les populations.

Dans le premier acte de la campagne, il commande un groupement blindé de cinq Pz D, trois DIM et une division de cavalerie. Bien entendu, il insiste pour engager, le 22 juin, dans la rupture de part et d'autre de Brest-Litovsk, ses grandes unités mécaniques. En face d'un dispositif qui n'est que de couverture, il la réussit sans grandes pertes. Puis, c'est la ruée en avant, en liaison avec le groupement blindé Hoth venu de Souvalki, le magnifique coup de pince qui, en une semaine, encercle les troupes russes initialement déployées sur un front de 250 kms.

Un peu malgré Hitler qui se laisse facilement distraire par les incidents de route et s'hypnotise sur la poche à l'ouest de Minsk où les encerclés résistent encore, on poursuit la poussée vers Moscou. Mais la résistance ennemie se raidit progressivement. Un nouveau coup de pince autour de Smolensk, toujours en liaison avec Hoth, et qui vaut, aux deux exécutants, les feuilles de chêne de la croix de fer, coûte deux fois plus de temps et de sacrifices que le premier. Ensuite, il faut dégager le flanc droit durement pressé par Timochenko. Le Russe sait maintenant s'organiser en profondeur ; le nombre des armes antichars croît ; il s'en sert pour des barrages de colmatage et contre-attaque avec des T 34 plus puissants que les Mark IV et invulnérables aux anti-chars en service. On ne crève plus les fronts comme des cerceaux de papier. Au moins quant à la rupture les procédés de Guederian ont diminué de rendement. Certes il sait que « la guerre est le plus mouvant de tous les arts » (Napoléon) et il a lui-même écrit que « l'efficacité d'une arme dépend de celle de la parade adverse à un moment donné », mais, devant les facilités que lui avaient offertes jusqu'alors ses adversaires, peut-être l'avait-il un peu oublié.

Puis, c'est la grande faute stratégique. Alors qu'il insiste pour reprendre, au plus vite, la marche sur Moscou, Hitler n'a d'yeux que pour Kiew où il discerne une occasion (une de ces « victoires ramassées dans le fossé » que méprisait l'Empereur) et pour l'Ukraine qui mène en Crimée et aux pétroles du Caucase (comme si, disait le même, tout n'était pas donné par surcroît quand on a brisé la puissance militaire ennemie). Au cours de septembre, Guderian dévale 400 kilomètres le long de la Desna et tombe dans le dos des Russes de Kiew. C'est un magnifique succès tactique qui rapporte 665.000 prisonniers. Mais on a perdu un mois et on n'entrera jamais dans Moscou.

En octobre, notre colonel-général, maintenant chef de la 2e Armée blindée, sans pour cela disposer de plus de moyens, remporte de difficiles succès vers Orel et Briansk. Les premiers partisans se manifestent à l'arrière ; la population, d'abord sympathique aux militaires allemands, brimée par la dure administration des « commissaires du Reich » devient hostile. Les premières neiges tombent, fondent et c'est l'océan de boue qui canalise les efforts le long des chaussées. On manque de locomotives pour les voies à écartement russe. En novembre, on ne peut pousser vers Toula que ce qui est sucesptible d'être ravitaillé. Le froid commence à décimer les troupes mal habillées et à paralyser les mécaniques A la fin du mois les pertes depuis le 22 juin s'élèvent à 743.000 hommes (23 % des 3.500.000 engagés) ; certaines divisions sont réduites de moitié. Enfin, c'est l'échec à 100 kms au sud de Moscou et, dans la nuit du 5 au 6 décembre, l'ordre de retraite donné par Guderian de sa propre initiative, malgré l'interdiction d'Hitler.

Le 20 décembre, sur sa demande, il se rend au Grand Quartier général de Rastemburg, en Prusse orientale et y expose sans réticences la situation, l'état des troupes et la nécessité d'un repli sur une ligne favorable à la défense. Il trouve le « Führer » buté, en révolte contre les faits, uniquement soucieux de trouver des responsables à ses propres erreurs, entouré de courtisans ou d'apeurés. Le 26, il est relevé de son commandement.

IV. — L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DES BLINDÉS ET LE CHEF D'ETAT-MAJOR GÉNÉRAL DES TEMPS DESESPERES (Mars 1943-Mars 1945).

Durant l'année 1942, Guderian voit la nouvelle campagne de Russie s'engager comme la première avec des objectifs divergents et avec une subordination inadmissible des considérations proprement militaires aux idéologiques et économiques. Inactif et d'ailleurs surveillé, il en profite pour soigner l'affection cardiaque dont il souffre depuis plusieurs années et dont il mourra.

A la fin de février 1943, il est convoqué par Hitler et trouve un homme abattu, voûté, aux yeux fixes et sans éclat, dont le bras gauche est agité d'un tremblement et que des taches rouges marquent aux joues. Celui-ci, après quelques mots de regrets sur les « malentendus » passés, lui propose de prendre en main les questions relatives aux chars, arme dans laquelle la supériorité russe devient inquiétante. Il accepte à condition de recevoir de très larges attributions qui lui sont accordées

(subordination directe au « Führer », délégation de pouvoir vis-à-vis de la Direction du matériel et du ministère de l'Armement, inspection des formations blindées de la « Luftwaffe » et des « Waffen SS » au même titre que celles de la « Wehrmacht », commandement des unités, écoles et établissements de l'intérieur).

En fait, le marasme de l'arme blindée a pour responsable Hitler. Il s'en est beaucoup occupé depuis décembre 1941. Mais versatile, il a multiplié les prototypes et les modifications aux modèles en cours de fabrication ; de plus, dénué du sens de la durée, il s'est inquiété pour l'avenir du char dès les premières expériences relatives aux charges creuses (1) et il a porté une grande partie de l'effort de contruction sur divers types de canons auto-moteurs blindés plus ou moins nettement définis Il en est résulté qu'au cours de 1942, l'industrie n'a livré que 4.198 chars.

L'esprit méthodique et réalisateur de Guderian redresse la situation. Il fait son choix, limite la producton aux « Mark IV » « Tigres » et « Panthères », distingue entre « artillerie d'assaut » (canons auto-moteurs blindés destinés à appuyer les chars et l'infanterie) et « chasseurs de chars » définit clairement leurs spécifications. En 1943, les sorties de chars passent à 5.966 et, en 1944, à 8.328.

Un personnage aussi considérable que notre colonel-général frappé pour sa liberté de jugement, ne manque pas d'être touché par ceux qui, dans l'ombre, rêvent de renverser Hitler ou au moins de le ligoter. Le Docteur Gœrdeler lui rend visite ; le maréchal Kluge lui envoie un émissaire. Il décline ces invites Son point de vue est net. Certes, le salut de l'Allemagne veut qu'on limite l'action militaire du « Führer » et qu'on le ramène à son rôle de chef du pouvoir politique, mais il a encore la confiance du peuple et les Alliés, butés dans leur stupide exigence de capitulation sans condition, ne traiteraient pas mieux ses successeurs. C'est donc dans la légalité et la loyauté qu'il faut agir en s'opposant ouvertement aux erreurs d'Hitler. Lorsque Guderian cherche des appuis, ce n'est pas chez les soi-disants « combattants de la résistance » qui chuchotent dans les coulisses pour exciter les autres mais près des fidèles les plus incontestables du maître. Dès 1943, il s'adresse à Gœbbels dont il apprécie l'intelligence et la droiture mais qui n'osera pas parler bien qu'ébranlé au point de s'écrier : « Votre question

(1) C'est seulement 12 ans plus tard (maintenant) que la charge creuse fera peser, sur l'avenir du char, une menace angoissante.

pèse sur mon âme comme un cauchemar quand je pense que les Russes pourraient venir à Berlin et qu'il faudrait peut-être empoisonner l'épouse et les enfants pour ne pas les laisser tomber aux mains de ces ennemis cruels. » Plus tard, il s'ouvrira à Ribbentropp facilement convaincu mais sans caractère et qui, après avoir demandé le secret, rapportera la conversation. Plus tard encore en mars 1945, à Himmler, imperméable et qui provoquera son second « limogeage ».

Car, après l'attentat du 20 juillet, Guderian est devenu chef d'état-major général de l'OKH. Pourquoi accepta-t-il cette lourde responsabilité dans une situation qu'il savait désespérée ? Devant cette question, sa réaction est celle d'un vrai soldat : « Ma réponse pourrait être simplement : parce qu'on me l'avait ordonné... A mes propres yeux, j'aurais été une canaille et un lâche si je n'avais entrepris la tentative de sauver l'Armée de l'Est et ma petite patrie, l'Allemagne orientale. »

Il n'y parviendra pas parce que la tâche, probablement surhumaine, fut encore aggravée par les susceptibilités de Keitel de Jodl et surtout les perpétuelles interventions d'Hitler, plus mythomane, défiant et malade que jamais. En tout cas, dans ce rôle tragique, il resta lui-même : lucide, volontaire et parlant ferme au point de déclencher, chez le dictateur, des crises d'une rare violence.

V. — JUGEMENTS D'UN SOLDAT

Nous venons de voir l'homme et le soldat qu'a été notre mémorialiste ; ses fonctions successives et la manière dont il les a remplies nous permettent d'apprécier son degré d'information. N'est-ce point un témoin de premier ordre ? Ma conclusion, complétant l'édition française si étrangement écourtée résumera son témoignage sur Hitler, le régime et l'état-major général ; c'est-à-dire son jugement sur les temps qu'il a si intensément et puissamment vécus.

Hitler ! Un homme du peuple d'humble origine, de formation scolaires réduite, d'éducation déficiente, rude de langage et de comportement, en qui sommeillait le ressentiment d'une jeunesse humiliée qu'exploita son entourage pour lui inspirer une aversion croissante à l'égard de la noblesse, des intellectuels, des fonctionnaires et des officiers. Une intelligence supérieure servie par une mémoire exceptionnelle, surtout en ce qui concernait les dates, les nombres techniques ou les données statistiques. Un don oratoire extraordinaire agissant sur les masses comme

sur les personnes cultivées parce que toujours adapté à la mentalité de l'auditoire. Une force de volonté produisant, chez les uns, de véritables effets d'hypnose et pliant d'autres à la résignation. Un caractère absolu durci par la conscience d'un ascendant sans limite sur le peuple dont il avait comblé les vœux : élimination du gâchis des partis, extinction du chômage, relèvement des travailleurs à leurs propres yeux, retour de la Sarre liberté d'armement, occupation militaire de la rive gauche du Rhin, « Anschluss », réunion des Sudètes. Le sentiment d'une mort prématurée le poussait à forcer les étapes. Un sens politique très développé lui permit, par exemple, de sentir que le peuple français et ses gouvernants céderaient sur beaucoup de choses avant de recourir à la force. Ce n'était pas un stratège ; il a parfois choisi d'excellents plans de campagne proposés par des militaires mais, au cours de l'exécution, il ne montrait pas la même inébranlable constance qu'en politique ; les premières difficultés le désorientaient. Ses vues étaient purement continentales ; il méconnaissait totalement l'importance de la maîtrise des mers. En 1939, il espérait éviter la lutte à l'Occident. Il sentait profondément le danger représenté par l'idéologie communiste incarnée dans la masse russe. Il voulait unifier l'Europe mais son dédain des autres races et nations le vouait à l'échec.

Durant la guerre, le peuple allemand a suivi fidèlement un chef progressivement déshumanisé par sa solitude humaine puis par la maladie et un traitement médical insensé. De vie matérielle ascétique, ne fumant pas, ne buvant aucun alcool, mangeant presque toujours seul, dormant peu, faisant de la nuit le jour, il n'avait ni femme, ni enfant, ni ami. Eva Braun n'exerçait sur lui aucune influence ; ses vieux compagnons de lutte, auxquels il était fidèle au point de leur pardonner les pires insuffisances, étaient des suivants dévoués, non des amis. C'était un homme seul, sans vie individuelle, remâchant sans cesse ses rêves gigantesques, identifiant jusqu'au sacrilège sa personne avec la nation, puis se cramponnant désespérément à des espoirs qu'il savait fallacieux parce qu'ayant trop répété qu'il ne capitulerait pas, il ne pouvait se déjuger. Sa maladie, dont on ignore le diagnostic exact (on a parlé de paralysie agitante), ne fut pas soignée mais masquée par un charlatan qui le bourrait de drogues palliatives ou excitantes. Après l'attentat du 20 juillet ce n'est plus qu'un infirme à l'esprit encore actif mais follement irritable et méfiant, dont toute la moitié gauche du corps est secouée, dont les mouvements sont lents et saccadés, à qui il faut avancer ses sièges où il comprime ses tremblements avec son

bras et sa jambe droite et qui le traîne courbé comme un vieillard.

Goering, outrancier et fruste fut le créateur incontestable de la « Luftwaffe », mais après, enrichi, ce ne fut plus qu'un jouisseur, vaniteux, fastueux et paresseux, d'ailleurs timide devant le maitre à qui il inspira plus d'une erreur tragique comme la conviction que l'aviation pourrait : empêcher le rembarquement de Dunkerque, forcer l'Angleterre à traiter, ravitailler l'armée de von Paulus à Stalingrad... Son attitude lors de son procès a partiellement racheté ses fautes.

Himmler, sans apparence, physiquement disgrâcié, simple, poli, de vie spartiate, avait une imagination délirante et ne vivait pas sur cette terre. Ses fausses théories raciales ont engendré des crimes et, après le 20 juillet, quand, pris d'ambitions militaires, il reçut le commandement des forces de l'intérieur et du groupe d'armées Vistule, ce fut un piteux échec. Il finit par le suicide qu'il avait interdit à ses SS.

A ce propos, Guderian prend vigoureusement et noblement la défense des formations combattantes, les « Waffen SS ». Ce furent, dit-il, des troupes d'élite luttant coude à coude avec nos « Panzerdivisionen » ; leur camaraderie pallia le malaise engendré par le traitement privilégié dont elles étaient l'objet : elles furent et restent des nôtres.

On sait que notre colonel-général appréciait Gœbbels. Il admirait l'orateur adroit, le courageux adversaire du communisme, le propagandiste « presque génial », mais blâmait l'agitateur démagogue et sans scrupule contre les Juifs, les Eglises, les parents, les éducateurs. Il attribue cette attitude d'un homme lucide et estimable à un véritable envoûtement qui ne lui permettait pas de résister à Hitler.

Celui-ci entendait encadrer toutes les activités du peuple allemand et doubler, quand il ne pouvait les remplacer, les autorités officielles par des hommes du parti. Guderian rend hommage à l'œuvre des « Reichsleiter » au service du travail, aux sports, à l'organisation « La force par la joie ». D'autres, comme Rosemberg aux Affaires étrangères, furent nuisibles en agissant en marge et parfois à l'encontre des ministres. Le système des « Gauleiter », partiellement appliqué et surtout dans les pays annexés, engendra de l'anarchie administrative partout où l'homme du parti n'était pas engendré dans la hiérarchie régulière.

En campagne, Hitler avait près de lui un groupe de jeunes aides de camp de la « Wehrmacht » ou du parti bien choisis, instruits, de conduite irréprochable, courtois et discrets. Mais

à la fin, il avait aussi une petite clique d'intriguants de mauvaise tenue : Fegelein, le beau-frère d'Eva Braun, le médecin personnel Morell, le général Bergdorf, directeur du personnel de l'armée, et leur meneur Martin Bormann, trapu, grognon, fermé, haïssant les militaires et dont le grand souci était de chambrer le « Führer ».

Le conseil des ministres ne se réunissant jamais, il n'y avait pas, à proprement parler, de gouvernement mais des chefs de département. C'étaient des membres du parti, parfois à leur place, et des spécialistes ou grands fonctionnaires, presque toujours remarquables mais sans influence sur Hitler, bien qu'un Speer, par exemple, eut le courage de lui parler franchement

Guderian juge ensuite l'état-major général. Il rappelle ses traditions d'intégrité morale d'honneur, de sacrifices, de travail, de dévouement à la troupe et cette synthèse de la valeur intellectuelle et du caractère, de la discipline et de l'esprit critique qui était sa plus belle et difficile réussite. Mais il ne dissimule pas ses défauts et ses erreurs : des vues politiques étroites, des conceptions trop continentales, une sous-estimation du rôle de l'aviation, des préjugés d'armes, des hésitations dans l'adaptation organique et tactique à l'évolution technique. Il déplore que la pénurie d'officiers d'état-major ait restreint leurs périodiques séjours dans la troupe et, plus encore, le coup terrible porté à l'institution par Hitler qui lui coupa la tête en se substituant au chef militaire de l'Armée de Terre. Malgré tout Guderian proclame sa fierté d'avoir, pendant 15 ans, porté l'uniforme de l'état-major général et souligne que, par deux fois, l'ancien ennemi, en exigeant sa dissolution, lui a rendu un involontaire hommage.

Les jugements que je viens de résumer sont ceux d'un soldat et l'historien les devra comparer à bien d'autres, mais à mon sens, leur poids sera lourd.

Jean PERRÉ.

Dans le cadre de l'activité du Mouvement Social Européen et des groupes d'Amis de « Défense de l'Occident », notre camarade Maurice Bardèche fera dans le courant du mois de mars des réunions d'information à Lille, Montpellier, Marmande, Libourne et Bordeaux. Pour notre section d'Afrique du Nord, écrire au bureau que nous venons d'ouvrir à Alger, à M. Jean Dorvaux, c/o M. Gilbert Munier, 3, rue de la Gaieté, Alger.

La soirée du 28 Février à Chopin-Pleyel

La soirée du 28 février en souvenir de Robert Brasillach s'est déroulée devant une assistance nombreuse et émue. Avec des qualités diverses, l'éclat de l'improvisation pour les uns, la qualité de l'émotion pour d'autres, et tous avec la même piété et aussi avec le talent et l'autorité d'un nom célèbre, Stephen Hecquet, Odette Moreau, Georges Blond, Henri Massis, puis Jacques Isorni ont évoqué la mémoire du jeune écrivain assassiné dix ans plus tôt.

De nombreuses personnalités avaient tenu à assister à cette réunion, à laquelle l'Ambassadeur d'Espagne avait bien voulu se faire représenter. Citons l'Amiral et Mme Decoux, MM. Alfred Fabre-Luce, André Thérive, Michel Trécourt, Jean-André Faucher, le général Jean Perré, Pierre Morel, le comte de Gallon, Jean Lesieur, Bernard de Fallois, Bernard Laignoux, le Docteur et Mme Merlin, Jacques Perret, F. Roimarnier, Xavier Vallat, Jacques Benoist-Méchin, Raoul Minjoz, J.-M. Aymot, etc.

La Commission du M. S. E. à Luxembourg

Convoqués les 5 et 6 mars à Luxembourg, la Commission d'Etudes qui assure la direction du Mouvement Social Européen avait invité quelques camarades à se joindre à elle, en raison de l'importance des décisions à prendre. Une quarantaine de personnes assistèrent aux séances de travail de ses deux jour-
pants. Plusieurs camarades étaient également venus de Belgique.
nées. La délégation française comprenait une dizaine de partici-

Du communiqué final diffusé par Radio-Luxembourg, retenons que les statuts du Mouvement ont été arrêtés et que le lieu du premier Congrès du Mouvement Social Européen a été fixé à Wiesbaden dans le courant de cet été.

Notre prochain numéro donnera des détails sur le Mouvement Social Européen et sur son organisation. Nous invitons, dès maintenant, ceux de nos camarades qui s'intéresserait particulièrement à son action, à écrire à *Défense de l'Occident* qui leur fera parvenir des renseignements.

P. H.

Les Livres du Mois

IBN-SÉOUD
ou la Naissance d'un Royaume

par Jacques BENOIST-MECHIN

(*Ed. Albin-Michel.*)

Quel grand historien que Benoist-Méchin, c'est-à-dire quel grand écrivain !

C'est maintenant le second volet de son diptyque sur le Proche-Orient qu'il nous donne : après *Mustapha Kemal ou la mort d'un Empire*, voilà *Ibn-Séoud ou la Naissance d'un Royaume*. L'histoire est ici inverse. Mustapha Kemal avait fait ressurgir une nation dans l'éclatement d'un Empire, Ibn-Séoud a forgé une Patrie en rassemblant les tribus nomades de quelques domaines épars.

C'est l'imagination visuelle et le sens du tableau qui faisaient le prix du premier volume, c'est l'intuition du mouvement qui donne son unité et sa vie étonnante à celui-ci. Mouvement, d'abord, de l'expansion arabe que Benoist-Méchin nous retrace à grands traits : premier grand assaut conquérant qui vint battre l'occident latin, germain et chrétien, et que devait relayer la vague turque sans réussir cependant jamais à recouvrir complètement l'aire arabe. Mais surtout, au sein de la presqu'île arabique, mouvements secrets du Désert. Coupée du monde, semblant morte dans la vapeur de chaleur tremblant au ras du sol, comme *fixée* sous le soleil, la presqu'île vivait d'une vie encore infra-historique dont l'auteur nous fait voir l'organisation, le rythme des mouvements toujours répétés. Tribus remontant du Yémen, se fixant autour des rares points d'eau, puis

chassées par de nouveaux venus, contraintes à une vie nomade avant de redécouvrir l'agriculture, enfin parvenues au nord de la Péninsule : c'est toujours le même lent courant de migration du sud au nord, les mêmes combats acharnés et silencieux des tribus tournant dans le Désert, sans points fixes et sans Histoire, ne connaissant que le Destin fixé par l'abandon à la volonté de Dieu, par l'Islam.

Ayant appris toutes les vertus de contemplation et d'énergie que dispense la vie dans le Désert, le jeune Abdur-Rahman part à la conquête de son futur royaume. Le coup de main sur Ryhad, capitale de ses ancêtres dont il était chassé, lui rend la possession du Nedjd, au cœur de l'Arabie. Il étend peu à peu son domaine. L'effondrement de l'empire ottoman lui livre les dernières tribus insoumises ; l'affaiblissement de l'empire britannique lui ouvre l'accès aux côtes. En vint-cinq ans, Abdur-Rahman, devenu Ibn-Séoud, est roi de toute l'Arabie et Protecteur des Lieux Saints de l'Islam.

Mais il ne se contente pas de rassembler les terres, il veut les transformer, faire naître une Puissance. C'est l'eau qui apparaît d'abord, puis le Pétrole : et la face de ce coin du monde s'en trouve changée.

Contre toute imagination, une agriculture puis une industrie apparaissent dans le pays. Les prodigieux gisements de pétrole font d'Ibn-Séoud un des chefs d'Etat les plus riches du monde. Il peut alors modifier la vie même du pays. Le mouvement ne s'arrête pas. C'est une conquête intérieure plus étonnante encore et plus durable semble-t-il que toutes les conquêtes arabes.

Cependant jamais Ibn-Séoud n'oubliera l'Islam et les vertus du Désert. Agissant là encore dans un sens parallèle et inverse, il veut, comme Mustapha Kemal, rendre à son peuple toutes ses forces vives. Mais si celui-ci entendait extirper le vieil esprit, supprimer les barrières coraniques, l'Islam qui n'appartenait pas au génie turc, Ibn-Séoud au contraire veut rendre à la Foi sa pureté. Ce roi mystique trouva dans son antique croyance le plus puissant levier pour faire de son royaume un pays jeune et conscient de lui-même.

Parvenu à la fin du livre, découvrant les paysages

d'anticipation qu'offrent les régions pétrolières, voyant les Dirigeants séoudites face au rôle mondial que leur impose la situation stratégique de leur pays, il suffit de laisser filer entre ses doigts quelques pages et de jeter un coup d'œil sur le début du livre pour saisir en un instant la destinée d'un homme qui a vécu et obtenu une telle accélération de l'histoire — et cela sans jamais oublier la vision qui, au désert, presque enfant, lui avait donné « la droite direction » ! Jamais fidélité et révolution ne furent plus étroitement unies.

C'est vraiment là un beau livre qui nous conte aussi de merveilleuses histoires dignes d'Haround-al-Raschid, telles celle d'Ibn-Séoud qui, voulant faire adopter à un vieux Docteur de la Loi l'innovation du téléphone, lui fait transmettre le récit de ses prévarications... par l'appareil devant lequel aussitôt le Docteur se prosterne !

Et lorsqu'à la fin il ne reste du Roi qu'une tombe nue, anonyme, en face du désert et du ciel, on envie Jacques Benoist-Méchin d'avoir longtemps vécu, pour nous la raconter, dans l'intimité d'une si belle histoire.

Saint-Just ou la Force des Choses

par Albert OLLIVIER

(Ed. Gallimard.)

C'est une très longue histoire, couleur de papier, où aucun sang ne circule. Mais où coule celui de beaucoup de victimes.

Durant 550 pages, Albert Ollivier tente de faire revivre le jeune homme Saint-Just qui, en quatre années, de 23 à 27 ans, domina la Révolution et accomplit son destin. Cependant, en refermant le livre, il nous semble ne pas connaître de lui beaucoup plus qu'en l'ouvrant. C'est l'assez prévisible histoire d'un personnage pourri d'abstractions, de lectures, d'ambitions toutes faites, qui a obstinément

fouaillé d'autres êtres livrés à son pouvoir pour forcer hors de lui un secret qu'il ne parvenait pas à découvrir en lui-même. Et c'est peut-être bien là le fond de toute passion purement politique ! Il est des créateurs d'Histoire, tel Ibn-Séoud, dont l'action porte d'abord sur les choses et par là entraîne les hommes. Mais d'autres, comme Saint-Just, s'en prennent directement aux hommes, veulent à tout prix les faire figurer dans leur théâtre, comme ces enfants qui pleurent et trépignent parce que personne ne veut venir les aider à chasser leur ennui. Et le problème important ne nous paraît pas celui de « la force des choses » qui l'empêcha de réaliser exactement ses intentions, mais celui des époques où la puissance de l'Etat échoit à de tels personnages dont les conflits relèvent si évidemment de solutions personnelles.

« Il fut moins préoccupé du bonheur que du salut », a-t-on dit. Etrange confusion de valeurs qui peut faire prendre pour la préoccupation de son salut la recherche de *postures* devant l'Histoire. On a l'invincible impression que, derrière ses paroles et ses gestes politiques, il n'y a aucune existence véritable, aucune réalité qui les relie, autre qu'un nom : Saint-Just. Aussi bien, sans que l'on puisse en faire grief à l'auteur, le livre prend inévitablement l'aspect d'une série de courts tableaux, d'instantanés mis côte à côte. Et, tout à la fin, devant le silence obstiné où s'enfermera Saint-Just de sa chute à son exécution, ce n'est pas de grandeur ou de mépris qu'on a le sentiment mais de l'absolue vacuité d'un être aux oreilles duquel les *formules* ont cessé leur bourdonnement. C'est d'ailleurs là peut-être le seul aspect presque humain de ce personnage que de nous montrer à quel degré d'inexistence douloureuse peut parvenir un être livré au *discours,* réduit aux mots-cailloux de la rhétorique agressive, pétrifiante comme la haine.

On avait laissé pour la fin la préface de Malraux, espérant que le livre lui-même aiderait à la comprendre. Elle semble d'abord faite d'un bloc, mais tombe, lorsqu'on s'en approche, en paillettes éparses. Légende, ciel nocturne de la Révolution, Islam et Saint-Paul comparés à Saint-Just, on n'y a trouvé qu'une pensée décorative, c'est-à-dire finalement assez laide et très facile.

B. V.

Un Frac de Nessus

par J.-B. BARBIER

Ministre plénipotentiaire

(*La Librairie française*, 64, rue de Richelieu.)

Les péripéties de la seconde guerre mondiale sont devenues, comme nul n'en ignore, l'objet d'une vaste floraison historique ou, peut-être plus encore, littéraire. Et les versions tout à la fois sensationnelles et animées du drame sans précédent dont nous subissons aujourd'hui les innombrables conséquences ne risquent guère de nous manquer. Il est assez remarquable, en revanche, que les écrivains se soient d'ordinaire limités à l'exposé des causes immédiates de ce cataclysme en s'abstenant — pour ainsi dire — de remonter jusqu'à ses causes profondes (dont certaines furent pourtant d'une importance fondamentale, sinon prédominante).

Or c'est justement ici que réside surtout, à nos yeux, la signification exceptionnelle du puissant ouvrage de J. B. Barbier, intitulé « Un Frac de Nessus », lequel — après certains avatars d'ordre policier — a pu être mis dernièrement en librairie. Ancien membre de la « Carrière », l'auteur a — de toute évidence — ressenti d'une manière poignante le détraquement graduel de notre machinerie diplomatique dont le fonctionnement fut naguère si digne d'éloges et aux rouages de laquelle il appartint lui-même durant trente années. Mais cette émotion compréhensive n'exclut nullement l'objectivité de sa part. Et il a sans cesse gardé le souci de lier les faits entre eux et de les appliquer : mission essentielle de l'histoire qui se réduirait, autrement, aux proportions de la chronologie. C'est ainsi que les questions sont invariablement placées par lui dans leur cadre et à la place qui leur revient. C'est ainsi qu'ayant irréprochablement narré, au fur et à meure de circonstances dont

il fut personnellement le témoin (lors même qu'il n'y joua pas un rôle actif), la genèse des terribles événements, il nous montre de combien loin ces derniers accoururent sur notre patrie. Et c'est ainsi qu'il situe, sans faiblesse et sans souci d'un conformisme vain, les origines et les responsabilités de la catastrophe.

Nous ne saurions retracer maintenant à l'appui de ces remarques générales les phases successives d'une démonstration aussi émouvante qu'elle est brillante, véritable tissu de pièces à conviction. Les développements de l'auteur se présentent du reste le plus souvent sous la forme de tableaux extraordinairement vivants et saisissants lesquels illustrent ses considérations plus abstraites et les coordonnent même en quelque façon. Certains des nombreux personnages qui apparaissent dans le récit y sont dépeints de telle manière que l'on croirait les voir... et parfois les entendre, ce qui d'ailleurs a permis à un critique littéraire italien de parler à ce propos de « portraits à la Saint-Simon ». Et mentionnons également en passant la compétence spéciale et probablement unique avec laquelle J. B. Barbier a exposé les affaires si complexes de Pologne et les problèmes fréquemment évoqués, mais, presque toujours mal connus et mal compris, de l'Extrême-Orient où il séjourna dans le cours des années antérieures au dernier conflit. De plus, le fait que cet auteur fut — évidemment malgré lui — l'envoyé du premier Gouvernement de Front Populaire à Valence confère, bien entendu, à son journal concernant la guerre civile espagnole une valeur absolument hors de pair.

Sans que les observations précédentes permettent d'ailleurs de se rendre intégralement compte de la portée du « Frac de Nessus », nous pensons en avoir assez écrit pour que nos lecteurs saisissent l'intérêt tout à fait particulier — et nouveau — qu'un tel ouvrage comportera forcément pour leur information, sans en excepter ceux qui risqueraient peut-être de ressentir quelque émotion ou quelque surprise à la vue des sombres conclusions de l'auteur : conclusions explicables, selon nous, par le fait que — comme J. B. Barbier l'a d'ailleurs écrit dans son préambule — il est inévitable, si l'on veut porter remède à un grand mal, de se mettre en présence de sa réalité, de ses raisons et de son étendue.

" Les Batailles décisives du Monde Occidental et leur Influence sur l'Histoire "

par le Major-Général J.-F.-C. FULLER

L'Angleterre moderne possède deux grands critiques militaires. La réputation du premier, B.-H. Liddell Hart, théoricien de grande classe, qui fut chroniqueur du « Times » après avoir été celui du « Daily Telegraph », n'est plus à faire. Auteur d'une trentaine de volumes, où sont étudiés tous les grands capitaines de l'Histoire, depuis Scipion l'Africain jusqu'à Foch et dans lesquels il a souvent exposé ses conceptions de la guerre moderne, Liddell Hart a fait sensation au lendemain du second conflit mondial avec « Les généraux allemands parlent », qui est un récit de ses conversations avec quelques grands prisonniers, puis avec un ouvrage décisif et remarquable, « La Défense de l'Europe ». Il a également écrit une bonne préface aux « papiers » de Rommel, qui lui valut d'être traité par un scribe du « Sunday Express » de « fervent ami de la Wehrmacht ». Esprit très indépendant, B.-H. Liddell Hart fut l'un des premiers à dénoncer ouvertement dans le camp allié la faute de la capitulation sans conditions exigée du IIIe Reich par les puissances anglo-saxonnes. Il dénonça aussi vigoureusement l'imposture de Nuremberg. Et au moment du procès von Manstein, il déclara que le maréchal avait été « l'un des plus capables des grands chefs allemands ». Enfin, en 1939, il se faisait conspué dans certains milieux bellicistes pour avoir affirmé que « la future victoire ne sera qu'un mirage ».

Le second grand critique militaire anglais, le major-général J.-F.-C. Fuller, est probablement moins connu du public, bien qu'il mérite, lui aussi, une attention particulière. Il est l'auteur notamment d'une très peu orthodoxe histoire de la seconde guerre mondiale. Alors que les défaitistes, les cryptos et les « coexistentialistes » tenaient les postes principaux en Grande-Bretagne, il secoua la torpeur populaire en publiant deux bro-

chures cinglantes, « Comment vaincre la Russie » et « La Russie n'est pas invincible ». C'est dans l'une d'elle qu'il soutenait : « Le communisme ne peut être contenu. Pour se défendre contre lui, il faut l'attaquer ». Il donnait raison également à ceux qui pensent qu'un rôle capital pourrait être joué par les mouvements anticonmmunistes russes (N. T. S. et autres) : « L'U. R. S. S. doit être attaquée de l'intérieur ». Fuller est l'adversaire en politique de la peur et des lâches. Sur le plan militaire, on lui a attribué, durant la première guerre, la percée-surprise de Cambrai, demeurée depuis une opération classique où, pour la première fois, des chars furent employés en masse sur un front réduit. Dès lors, il est resté en Angleterre le spécialiste des blindés, au même titre que Heinz Guderian sous le IIIe Reich.

Critique militaire audacieux et pénétrant, J.-F.-C. Fuller achève en ce moment une gigantesque étude sur « Les Batailles décisives du monde occidental et leur influence sur l'Histoire » à laquelle il a travaillé pendant vingt ans. L'étude comporte trois volumes, dont le premier vient de paraître à Londres chez Eyre and Spottiswoode. Alors que ce premier volume braque son objectif sur l'espace méditerranéen et relate les grandes luttes du monde occidental jusqu'à la bataille de Lépante, en 1571, où Juan d'Autriche l'emporta sur les Turcs, le second, dont la publication est annoncée, va jusqu'à Waterloo et occupe surtout la région atlantique, tandis que le troisième, qui n'est pas encore tout à fait terminé, vient étudier les grandes batailles occidentales jusqu'à la présente époque, en tenant compte de nouveaux facteurs tels qu'industrialisation, sciences, locomotion Il n'est évidemment pas possible, en quelques lignes, de résumer même brièvement un travail d'une pareille ampleur. Relevons toutefois quelques-uns des principaux chapitres qui composent le premier volume. Celui-ci s'ouvre sur « la montée de l'impérialisme », puis aborde la lutte pour la suprématie à l'intérieur de la Grèce, le siège de Syracuse (415-413 av. J.-C.), et en vient à la Macédoine, puis à Rome et à Carthage, étudie la montée de l'impérialisme romain, les luttes internes, le siège de Dyrrhachium et la bataille de Pharsale (48 av. J.-C.) au cours de laquelle César vainquit Pompée. Voici les conflits qui mènent à l'établissement des frontières impériales. La Pax Romana On en arrive alors à la bataille d'Adrianople, puis à celle de Châlons (en 451). Suivent la conquête de l'Italie par les Ostrogoths, la montée et l'expansion de l'Islam, le siège de Constantinople (717-718) et la bataille de Tours (732). Viennent ensuite la renaissance de l'impérialisme en Europe occidentale, la bataille de Hastings (1066), la renaissance de l'empire byzantin

la contre-attaque de la chrétienté contre l'Islam, le morcellement de l'empire occidental et la « montée » de la France et de l'Angleterre. On parvient alors à la bataille de Crécy (1346). puis à la fin du Moyen âge, et à la levée du siège d'Orléans (1429). A la montée de l'empire ottoman et au siège et la chute de Constantinople (1453). Intervient ensuite l'unification de l'Espagne. Puis la conquête de Grenade par Ferdinand et Isabelle la Catholique (1492). La suprématie des empires espagnol et ottoman. Et la bataille de Lépante.

L'énorme ouvrage de J.-F.-C. Fuller n'entend bien entendu pas dresser une liste complète des grandes batailles qui façonnèrent notre vieille Europe et sa civilisation. L'auteur a minutieusement choisi les conflits qui, à ses yeux, comportèrent les plus lourdes conséquences sur l'évolution de peuples. Ayant analysé une bataille, expliqué quelles en furent les causes, le déroulement et l'issue, Fuller examine son influence sur l'Histoire. Chaque chapitre rappelle l'importance des effectifs en présence, évoque l'administration, la politique et le commandement de chaque nation qui va être jetée dans une guerre. Mais la grande thèse que défend le major-général Fuller, tout au long de son étude, est celle-ci : l'influence politique, morale et sociale (aussi bien qu'artistique ou intellectuelle) d'un peuple au cours de l'Hstoire, a été toujours conditionnée par sa force militaire. C'est-à-dire que sans cette force, sans armée et sans capitaines, l'influence en question disparait graduellement, et les civilisations s'écroulent. Telle est la leçon de l'immense ouvrage de J.-F.-C. Fuller, qui a fait un travail de géant et qui a, une fois de plus, bien mérité son titre de « Clausewitz anglais »

P. H.

Hitler face à l'Histoire

« Warum, Woher aber Wohin » par Hans Grimm

Hans Grimm, l'auteur du célèbre essai : *« Peuple sans Espace »*, vient de publier un livre sur Hitler dont bien entendu la grande presse n'a soufflé mot. sans doute parce que les vainqueurs de 1945 mirent ses œuvres à l'index.

Grimm est cependant bien connu pour sa grande liberté d'es-

prit, ce qui lui valut des démêlés avec Goebbels. Sa tendance libérale l'empêcha d'adhérer au national-socialisme et il raconte lui-même que sa première rencontre en 1928 avec Hitler ne l'a nullement enthousiasmé. Cette distance à l'égard d'Hitler se concrétisa en 1934 lors des élections : seul de sa circonscription Grimm vota contre le cumul de la fonction de Président du Reich et de Chancelier. S'il ne fut pas arrêté, il le dut à la très grande popularité dont il jouit outre-Rhin depuis trente ans.

C'est avec le même esprit d'indépendance intellectuelle que Grimm, bravant les ukases des vainqueurs de 1945 comme il l'avait fait sous le régime national-socialiste, évoque le personnage historique d'Hitler dans son récent ouvrage de 600 pages intitulé « *Warum, Woher aber Wohin* », que l'on pourrait traduire par « *Avant, Pendant et Après Hitler* ».

Grimm cherche avant tout à replacer Hitler dans son cadre historique en analysant le climat social et psychologique dans lequel il a vécu et dont ses idées forces ont reçu l'empreinte indélébile. Il s'élève contre les schématisations simplistes de l'histoire qui rejettent toujours les responsabilités sur les régimes précédents. Après 1918 la république de Weimar rejetta toutes les responsabilités de la défaite sur la monarchie, à partir de 1933 le marxisme fut accusé de tous les maux et enfin depuis 1945 Hitler est le seul coupable. C'est essentiellement contre cette accusation qui entraîne implicitement celle de tout le peuple allemand que Grimm veut réagir.

S'il met en parallèle les destinées de Napoléon et d'Hitler, il précise qu'elles diffèrent sur des points essentiels bien que ces deux hommes aient été portés à la gloire et honnis par leurs contemporains. On trouve une curieuse similitude dans les termes employés à leur égard : ils furent des tyrans, des sans-dieu, des antéchrists, des criminels de guerre, tous deux incarnaient le mal, etc...

Hitler pensait au rôle que la géographie a confié aux peuples placés au cœur de l'Europe face à la menace permanente de l'est : il y voyait une constante historique avant même la révolution d'octobre 1917. Les invasions des Mongols ou des Huns prouvaient la vulnérabilité de l'Europe ; il fallait donc ériger un rempart puissant, c'est-à-dire une Allemagne forte et dotée d'une structure sociale nouvelle. Cette défense terrestre devait s'appuyer sur l'Angleterre dont la puissance navale devait assurer la sécurité des mers. Grimm s'attache alors à préciser et à dégager les responsabilités de l'Angleterre; toutes les tentatives d'Hitler afin de proposer à la Grande-Bretagne une politique d'amitié et de coopération échouèrent. Les déclarations contra-

dictoires de Churchill reconnaissant en 1932 à la Chambre des Communes la nécessité d'une solution au problème de Dantzig et de son corridor ou son fameux « *Germania est delenda* » de la dernière guerre trouvent leur explication sous la plume de Forrestal, ex-secrétaire américain à la Défense lorsqu'il écrivit : « *L'Amérique et les milieux juifs internationaux ont poussé la Grande-Bretagne dans la guerre.* » Sur le problème de la culpabilité allemande Hans Grimm rejoint la conclusion de M. Robert d'Harcourt : « *La culpabilité allemande est le bastion moral des alliés.* »

Dans son analyse, Grimm cherche à se placer à égale distance de l'accusation ou du plaidoyer en faveur d'Hitler. Il redoute que la condamnation d'Hitler ne s'identifie à celle de l'Allemagne toute entière et cherche à expliquer sa politique dans son contexte psychologique afin de défendre le peuple allemand.

Enfin dans la dernière partie de son ouvrage, Grimm définit à nouveau la relation étroite qui existe entre l'espace et la politique d'Hitler qui cherchait à rétablir l'équilibre entre la population et l'espace nécessaire à son existence. Depuis sa mort cette question au lieu de se simplifier n'en est devenue que plus dramatique, non seulement pour l'Allemagne mais encore pour l'Europe et le Monde.

Alors qu'en 1914 on comptait en Allemagne 126 habitants au kilomètre carré, ce chiffre atteignait 146 en 1949 et 202 en 1950. Pendant la même période on enregistrait cinq naissances en Russie pour une en Allemagne. Déjà en 1939 le citoyen américain possédait un espace vital 15 fois supérieur à celui de l'Allemand. Les Etats-Unis disposent de 300 hectares pour nourrir 100 habitants contre seulement 29 pour l'Allemagne. A la suite des pertes de territoires consécutives à la seconde guerre mondiale, il ne s'agit plus d' « *Un peuple sans espace* » mais d'une « *Europe sans espace* ».

D'ailleurs un Américain, Cook, qui ne saurait être suspecté de néonazisme camouflé derrière des théories géopolitiques pouvait écrire : « *après la bombe atomique, la fécondité incontrôlée de l'humanité constitue l'énergie la plus néfaste de l'univers* ».

Chaque jour 78.000 individus de plus doivent se nourrir alors que 75 % de la population mondiale est sous-alimentée. A l'avenir l'humanité risque de doubler tous les 70 ans.

La Chine s'accroît annuellement de 30 millions d'habitants. Une situation analogue sinon pire se développe aux Indes et au Japon. Si la mortalité aux Indes était sensiblement égale à celle des Etats-Unis, il y aurait dans un siècle plus de 10 milliards d'Indiens. Cet accroissement de la population mondiale

s'accompagne d'un phénomène constant : le déclin des populations blanches en face de la formidable montée des peuples de couleurs.

Grimm affirme qu'Hitler fut le seul homme d'Etat à déterminer sa politique en fonction de cette poussée démographique de l'Asie et de ses conséquences sur l'espace vital européen.

Comparé à l'ouvrage de l'Anglais Alan Bullock où l'auteur dans un louable souci d'objectivité a accumulé des tonnes de documents pour finalement écrire un livre objectif mais froid et quelque peu abstrait, Grimm au contraire s'efforce de percer le mystère d'une âme aussi complexe et bien souvent déroutante que celle d'Hitler. Seul un Autrichien comme lui pouvait se mettre dans sa peau et revivre en quelque sorte les événements et le climat qui déterminèrent la politique d'Hitler. Cet ouvrage ne livre pas la clé de la pensée d'Hitler, mais il constitue, au milieu d'une bibliographie encore incomplète, un apport remarquable.

L'Histoire, dans quelques dizaines d'années, lorsque le temps aura émoussé certaines haines et susceptibilités encore à fleur de peau, présentera sans doute un visage d'Hitler différent de celui auquel notre époque nous a habitué. Dans cette voie Grimm fait peut-être œuvre de précurseur.

Sur ce plan la conclusion de Grimm se rapproche beaucoup de celle de Bullock. Démoniaque ou visionnaire, telle est encore l'image que notre époque conserve d'un homme complexe dont il faut savoir gré à Hans Grimm d'avoir voulu expliquer le comportement en face de l'Histoire.

M. S.

Les Secrets du Romancier

L'écrivain, de nos jours, a pour principal adversaire le percepteur, et parfois le juge d'instruction. On exige qu'il paie avec son argent, sa liberté, parfois sa vie, le droit de s'exprimer publiquement. Il doit donc plus que jamais s'efforcer de plaire à la critique et d'entrer dans la faveur du lecteur. Comment ? Plusieurs de mes jeunes confrères m'ont demandé là-dessus mon avis. J'en suis flatté, malgré les ans qui m'accablent. Mon âge me donnera, je l'espère, le privilège d'une expression sans détour.

Premièrement, le jeune romancier prendra soin de composer un récit susceptible de ne laisser aucun souvenir dans l'esprit du lecteur. *Secondement*, il n'ira jamais à la ligne. Plus son texte sera touffu, tassé, et encore tortueux, filandreux, et plus il impressionnera favorablement la critique.

L'intrigue romanesque devra être réduite à sa plus simple expression. Il serait même préférable qu'il n'y en eût point. Pas trop de personnages. Il suffit qu'ils soient conscients de la grandeur du système de la Démocratie parlementaire et qu'ils agissent en conséquence. L'héroïne, ou le héros, seront naturellement des victimes, directes ou non, de la barbarie totalitaire, étant bien entendu que les communistes luttent depuis 1917 contre le fascisme et le nazisme, et qu'ils doivent être considérés comme des pionniers de la Démocratie.

Simple recommandation, en passant : afin de faciliter la tâche des maîtres à la mode qui sont susceptibles d'écrire sur votre roman, priez votre éditeur de signaler les passages qu'on devra de préférence parcourir. Chaque critique étant

dans la triste obligation de lire en moyenne une demi-douzaine de livres par jour, on vous sera reconnaissant de ce *digest* préalable.

*
* *

S'il vous plaît de décrire ce qui vous entoure, il vous faut choisir un genre ; le genre ruffian, disséqueur de poils, vipérin, scatologique, nébuleux, mec de mec, poat-poat, quarante-huitard, gymnasiarque, etc... L'essentiel est de s'exprimer avec la platitude nécessaire. Ne mélangez jamais les genres, ce qui est déconcertant et difficile à réaliser. N'ayez jamais de souffle, ni de tempérament. Ne passionnez jamais votre critique. Sinon, à la fin du volume, il sera furieux. « *Cristi, en voilà un qui m'a eu !* » pensera-t-il. Et soyez sûr qu'il vous le fera payer cher.

Le mieux serait encore de fonder une école ou de lancer quelque genre nouveau. C'est l'enfance de l'art. Par exemple, les adeptes de l'Ecole Sous-Spectrale écriront des romans dont nul ne pourra dire, après les avoir lus, où et quand se passe l'action. Nul ne pourra savoir si les personnages de ces œuvres — qui n'auront pas entre eux le moindre lien — agissent, rêvent, ou bien se représentent les scènes et les objets qui sont décrits. Donnons un exemple de sous-spectralisme : le héros de notre roman, appelons-le Jérôme, est à table, dans la position d'un homme qui s'apprête à découper un canard au sang, en présence du notaire de la famille. Alors

« Jérôme comprit que la forêt toute scintillante d'électrophores qui l'entourait — et dont l'odeur sépulcrale glaçait jusqu'au souvenir qu'il pouvait avoir des aciers nus de Lammermoor — que cette forêt, dis-je, s'engouffrait dans le rétroviseur de la Jaguar, certainement à la façon du noyé en uniforme d'espion hors classe disparaissant au sein de l'eau rêvante, ou des lèvres beaujolais de Lucy qu'il observait depuis un moment sombrant parmi la fumée des cigares au fond de cet estaminet nordique ; la jeune fille prononça quelques paroles d'inexprimable façon, cependant que sur son cheval « Mékinok », Jérôme, plaçant le couteau à découper entre ses dents, s'élançait dans la torpeur ; à cet instant, et bien que l'archevêque, pour des raisons théolo-

giques, eût interdit à l'évanescente Lucy l'usage du vélocipède à deux roues, le notaire, d'une voix gémissante, se mit à lire le second codicille par lequel l'infortuné Lévy, victime de l'effroyable erreur judiciaire dont il fut longuement question dans la presse, léguait toute sa fortune aux prolétaires de la paroisse de Saint-Germain-des-Prés, parmi lesquels se trouvait un ancien huissier, jadis décoré de l'étoile des braves bien qu'il eut violé un brigadier de gendarmerie pour des raisons de politique étrangère (1). Cet huissier, connu sous le pseudonyme de Sibélius à cause de la tristesse de ses chants, s'avança bientôt, surplombé d'une admirable peinture non-figurative représentant un paysage où le rouge dominait : « *La station de métro Opéra pendant une grève-surprise, vue au travers de l'œilleton d'un ticket* » ; les sentinelles, prenant l'huissier pour le beau-frère du patron de la buvette, le laissèrent avancer jusqu'à la tribune aux cris de : *Ababar, Ababar, Ababaranes.*

Plusieurs brigands apparurent sur la dunette, qui brandissaient des flambeaux résineux, sept manches à gigot de fabrication germanique introduits clandestinement sous la table de la Conférence, et des armes richement damasquinées. Jérôme eut une grande frayeur ; on était près de la frontière de l'Ukraine, aussi ne doutait-il pas que ces bandits fussent de féroces guerriers SS ayant appris par le notaire (agent quadruple) qu'il avait été tout à la fois disciple du Maître du Feu et Boîte aux Lettres dans la Résistance... » etc...

*
* *

C'est à dessein que nous avons donné ici un texte pouvant encore avoir quelque sens, afin de ne pas décourager les débutants. Mais, après quelques années de pratique, ils auront assimilé la technique nécessaire à l'expression d'une pensée parfaitement incohérente répandue sur 280, 370 ou 432 pages, selon les nécessités du contrat qui les lie à leurs éditeurs.

Il va sans dire qu'on exprimera clairement la moralité de son roman à la fin du volume, et dans la prière d'insérer.

(1) On décrira la scène en prenant modèle sur certains passages des œuvres récentes du sieur Malaparte touchante et innocente victime du régime fasciste.

Cette moralité devra être conforme aux traditions progressistes, laïques et obligatoires.

Pour contenter le public, domestiqué depuis une vingtaine d'années par la presse, la radio, le ciné et les discours politiques, il conviendra de donner résolument dans la pornographie. Il faut suivre la mode. Le caractère libidineux ou lubrique de l'ouvrage, devra être tempéré par un style terne, très morne, et l'on ne manquera pas de laisser entendre qu'il s'agit d'une espèce d'autobiographie. Nous avons la certitude ayant écrit une centaine d'ouvrages de ce genre sous différents pseudonymes — que par pure modestie nous n'aurons garde de dévoiler ici — nous avons la certitude, disons-nous, qu'on prendra aisément le tour de plume convenable en lisant attentivement le *Journal Officiel* de la III[e] et de la IV[e] Républiques.

La représentation, même voilée, de l'inceste, est une garantie de succès. Si le héros, ou l'héroïne, peuvent prétendre avoir été violés par une demi-douzaine de nègres bons enfants, c'est la gloire. Il faudra prendre soin d'affirmer hautement et à tout propos que les hommes de race blanche sont, depuis des siècles, des bandits organisés, des spoliateurs et des rats visqueux. Démontrer, même indirectement, que les hommes sont inégaux entre eux et que les races d'hommes sont inégales entre elles, serait une bévue des plus graves. Un seul homme est inférieur aux autres, c'est l'homme blanc, c'est-à-dire celui qui lit votre livre. Ce lecteur est désormais convaincu de son infériorité raciale, et ce serait lui rendre un très mauvais service que de mettre cette infériorité en doute. Il convient donc de l'entretenir dans un sentiment d'humilité. Il ne faut jamais oublier qu'un des buts principaux de l'art romanesque est de préparer le temps, très proche, où nous cirerons les chaussures des nègres et autres Chinois.

*
* *

Avoir du talent n'est pas un inconvénient, à condition de le cacher, afin d'abord de ne pas porter ombrage à ceux qui n'en ont point. En plus des journaux officiels sus-nommés, il faudra lire attentivement Champfleury, Duranty,

Georges Ohnet, Romain Rolland, pour trouver le ton. Et pour réussir le dialogue, Paul Hervieu, mais surtout Porto-Riche et l'immortel Bernstein.

De même que R. Cohen est le plus grand boxeur de tous les temps, éclipsant la gloire des Corbett, Dempsey, Carpentier et autres Cerdan, de même Porto-Riche et Bernstein me paraissent incomparablement supérieurs à Molière, Racine, Shakespeare, Euripide et généralement à tous ceux qui, depuis que le théâtre existe, ont illustré l'état de dramaturge.

Porto-Riche fut mon contemporain, Bernstein mon cadet, et ce n'est pas sans fierté que je puis encore réciter de mémoire leurs œuvres complètes. Cet aveu que j'ai fait par hasard au « *New-York Times* » (au moment où paraissait aux Etats-Unis « *The Bulls of San Isidro* », adaptation vraiment étonnante du « *Soleil des Morts* ») déchaîna le plus imprévu des tumultes, que dis-je, de véritables émeutes ! Plusieurs millions d'exemplaires de mon livre furent vendus en quelques jours. On n'avait jamais vu une chose pareille.

Des quantités de personnes se livrèrent chez des libraires à des actes déplorables, et la police dut employer les gaz lacrymogènes pour les mettre à la raison. Si, pour la première fois, nous portons à la connaissance du public ces détails affreux, c'est pour montrer combien le prestige de ces deux grands Français, Porto-Riche et Bernstein, est intact aux Etats-Unis.

*
* *

L'humour doit être soigneusement banni de tout œuvre romanesque, comme il l'est de cet article, pour la raison qu'il enlève au livre son sérieux et indispose à la fois la critique et le lecteur.

Les meurtres, viols, incendies, attaques à main armée, sabotages de voies ferrées, guerres, etc... commis ou déclarés par l'auteur, ou sur son ordre, en vue de lancer un ouvrage littéraire, peuvent être licites à condition qu'ils soient commis dans un but hautement patriotique au cours d'une période déterminée de l'Histoire du Progrès.

Il ne faut pourtant pas mésestimer la conscience professionnelle. J'ai par exemple connu un journaliste Andalou,

des plus distingués, qui, à court de faits divers, en fut réduit à tuer des quantités de personnes de sa propre main, pour alimenter sa rubrique, fort maigre, hélas, car dans l'Espagne actuelle, le crime ne paie pas ; on l'escamote en vingt lignes. Comme, dans ce pays arriéré, on paie encore les journalistes à la ligne, don José — c'est le nom de mon ami — dut tuer beaucoup afin de pouvoir vivre décemment. Ceci n'étonnera pas les bons démocrates qui lisent cette Revue.

José tua un certain nombre de personnalités madrilènes et livra leurs corps aux insondables gouffres du Manzanarès, imitant ces « *señoritos phalangistes* » lesquels, affirme Mme de Beauvoir dans « *Le Deuxième Sexe* », noyèrent des femmes de mauvaise vie dans ce ruisseau dont la profondeur maxima est de trente-cinq centimètres environ. Don José ayant, comme il est naturel, supprimé de préférence ses ennemis, fit place rase, et se vit bientôt nommer gouverneur civil d'une riche province.

Il se trouve évidemment de jeunes romanciers, Armand Lanoux, Antoine Blondin, Saint-Loup, Lucien Rebatet, et quelques autres comme le magnifique Marcel Aymé, qui ont du succès sans qu'on puisse dire qu'ils dissimulent leur talent. Ce sont là des exceptions qui confirment les règles énoncées plus haut. Ces écrivains d'ailleurs, j'ai le regret de l'écrire, sont suspects à différents titres.

*
* *

Je ne conseillerai pas aux personnes du sexe de choisir la carrière de romancier, car elles peuvent réussir de façon incomparablement plus brillante dans la politique, le crime quotidien, l'espionnage, ainsi que dans les arts ménagers et certains autres. Je ne parle pas de la galanterie qui nous paraît de plus en plus réservée aux hommes.

En résumé, tout individu valide, progressiste et ingambe, dénué de toute espèce d'imagination et de talent, peut faire carrière dans le roman. Il est seulement nécessaire qu'il sache lire. S'il savait écrire à peu près correctement notre langue, il risquerait d'être incompris.

SAINT-PAULIEN.

Le Gérant : Maurice BARDECHE.

LES PRESSES BRETONNES, Saint-Brieuc

N° d'Impression : 558 Dépôt Légal : 1er trimestre 1955

ré-
in,
ns
en
ore
on
nt.
tte

les
na-
ne
les
on-
on
ace
ou-

nd
et
qui
ur
les
de

sir
on
me
et
us

oe,
ure
u'il
re